

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 183

21 janvier 2014

SOMMAIRE

AINA Investment Fund GP	8779	Outlet Mall Sub Group Holding No. 4 S.à r.l.	8758
Arconas Luxembourg S.à r.l.	8738	PEF MB Plaza Investment S.à r.l.	8742
ClearingHouse for Intellectual Property S.A.	8783	Phoenix Finance & Immo Luxembourg S.à.r.l.	8741
EOC Lux Sub Holdings S.à r.l.	8765	PineBridge Investments Holdings Limited Sàrl	8741
Fédération des Formateurs	8760	Polyver Group	8743
Fides Management S.A.	8738	Resort Investment S.A., société de gestion de patrimoine familial	8757
Globo S.A.	8742	Resort Investment S.A., société de gestion de patrimoine familial	8757
HI Holdings Rio S.à r.l.	8762	Sangam S.à r.l.	8742
Import East Solutions S.A.	8742	Sixth Dimension S.A.	8740
Incasa S.A.	8742	Slam S.A.	8740
Incometal A.G.	8743	Sogimme II S.A.	8739
Industrial Marking Solutions S.A.	8772	Sogimme I S.A.	8739
Menfi Assets Fund SICAV-SIF	8740	TMSI S.à r.l.	8779
Module S.A.	8759	Tuscany Rig Leasing S.A.	8784
MR Promotions Sàrl	8758	Uniborc S.A.	8782
Novell S.à r.l.	8757	Vera F. S.A.	8782
Océanie Investments S.A.	8759	Verdere Sàrl	8782
Oceola	8759	Vulgaris S.à r.l.	8782
Odyssey (Lux)	8758	Wandhaff S.A.	8783
Oil Finance, SA SPF	8759	Welinkyou S.à.r.l.	8783
O.S.I. S.A.	8759	WPI Fonds	8748
Outlet Mall Neumunster S.à r.l.	8758	Zyxio Holding	8738
Outlet Mall Sub Group Holding No. 10 S.à r.l.	8758		
Outlet Mall Sub Group Holding No. 2 S.à r.l.	8757		

Arconas Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 122.093.

Le conseil de gérance a décidé en date du 30 octobre 2013 de nommer M. Antony Craven WALKER en tant que nouveau membre du conseil de gérance, secteur énergie. Mr Walker réside à:

Kingsmead Mill

Little Somerford

Chippenham

Wiltshire

SN15 5JN

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 décembre 2013.

Référence de publication: 2013179408/17.

(130219939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Zyxio Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 164.837.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013179358/9.

(130218323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Fides Management S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 113.481.

DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le quatre décembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Georges LAMIELLE, administrateur de société, né à Birmandreis (Algérie) le 9 avril 1949, demeurant à F-75116 Paris 1, rue du Conseiller Collignon,

ici représenté par Madame Emmanuelle FRATTER, juriste, demeurant professionnellement à L-1258 Luxembourg, 2, rue Jean- Pierre Brasseur, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée à Luxembourg le 14 novembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elle.

Lequel comparant, représenté comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que la Société dénommée FIDES MANAGEMENT S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous la section B et le numéro 113.481, établie et ayant son siège social au 4, Rue Jean-Pierre Brasseur à L-1258 Luxembourg, ci-après nommée la «Société»,

a été constituée par acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 29 novembre 2005, publié au Mémorial C de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations numéro 721 en date du 8 avril 2006 pages 34597 et suivantes,

les statuts ont été modifiés, pour la dernière fois, suivant acte de Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, en date du 10 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1930 du 8 septembre 2007 pages 32604 et suivantes;

- Que le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000.- EUR), représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune;

- Que l'activité de la Société ayant cessé, l'actionnaire unique, représenté comme dit ci-avant, siégeant en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la Société décide de prononcer la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- Que l'actionnaire unique, se nomme lui-même comme liquidateur de la Société, qu'en cette qualité il requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné,

ainsi que cela résulte d'un rapport du liquidateur joint en annexe au présent acte;

- En outre l'actionnaire unique déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assumera irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de ladite Société est réglé;

- Que l'actif restant est réparti dans l'actif de l'actionnaire unique;

- Que les déclarations du liquidateur ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, par Madame Véronique Marie Antoinette de la CROPTE de CHANTERAC, épouse LAMIELLE, directrice de société, née à Neuilly sur Seine (F) le 28 juillet 1950, demeurant à F-75116 Paris 1, rue du Conseiller Collignon

Désignée «commissaire à la liquidation» par l'actionnaire unique de la Société;

- Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et commissaire de la Société;

- Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans auprès de l'ancien siège social de la Société au 4, Rue Jean-Pierre Brasseur à L-1258 Luxembourg.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes. Lecture faite en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. Fratter et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 décembre 2013. LAC/2013/56650. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Référence de publication: 2013175667/62.

(130214291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Sogimme I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie.

R.C.S. Luxembourg B 155.019.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013180436/10.

(130219194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Sogimme II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8049 Strassen, 2, rue Marie Curie.

R.C.S. Luxembourg B 155.020.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013180437/10.

(130219193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Sixth Dimension S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 150.759.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 28 novembre 2013

La démission de Monsieur Marc LIMPENS de son poste d'Administrateur avec effet au 11 novembre 2013 est acceptée.

Fait à Luxembourg, le 28 novembre 2013.

Certifié sincère et conforme

POUR SIXTH DIMENSION S.A.

Référence de publication: 2013180426/12.

(130219532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Slam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 114.326.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/12/2013.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2013180427/12.

(130220035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Menfi Assets Fund SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 163.066.

In the year two thousand and thirteen, on the fifteenth day of November.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- 1.- Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, professionally residing in Luxembourg,
- 2.- Mrs. Solange Wolter-Schieres, employee, professionally residing in Luxembourg.

The appearing parties acted as chairman, secretary and scrutineer as well as proxyholders of the shareholders at the extraordinary general meeting of shareholders of MENFI ASSETS FUND SICAV-SIF, a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, having its registered office at Luxembourg, and registered under R.C.S. Luxembourg number B 163.066, held before the undersigned notary on 23 July 2013. The deed was registered in Luxembourg A.C. on 1 August 2013 Relation: LAC/2013/36093, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C number 2571 of 16 October 2013, and registered with the Trade and Company Register in Luxembourg on 28 August 2013 number L130148639.

In the said deed of 23 July 2013 the registered office of the Company has been worded L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, however the registered office of the Company is set at L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.

The appearing parties, asked the notary to pass the present deed in order to rectify throughout the deed the designation of the registered office so as to read L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille treize le quinzième jour du mois de novembre.

Par-devant maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Monsieur Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

2.- Madame Solange Wolter-Schieres, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Les comparants ayant agi comme président, secrétaire et scrutateur ainsi que mandataires des actionnaires lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de MENFI ASSETS FUND SICAV-SIF, une société anonyme qualifiée de société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, ayant son siège social à Luxembourg, tenue par-devant le notaire instrumentant en date du 23 juillet 2013. Les procès-verbal a été enregistré à Luxembourg A.C. le 1^{er} août 2013 Relation: Lac/2013/36093, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2571 du 16 octobre 2013 et déposé au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg en date du 28 août 2013 sous le numéro L130148639.

Dans ledit acte du 23 juillet 2013, le siège social de la société a été libellé L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal or, le siège social de la Société est établi à L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.

Les comparants ont prié le notaire de dresser le présent acte afin de rectifier partout dans l'acte du 23 juillet 2013 la désignation du siège social comme suit: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante le présent acte a été rédigé en anglais suivi par une traduction française; à la demande de la même partie comparante en cas de divergences entre la version française et anglaise, la version anglaise prévaudra.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture de ce procès verbal, la partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER-SCHIERES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 novembre 2013. Relation: LAC/2013/53035. Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Référence de publication: 2013175969/57.

(130214894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

PineBridge Investments Holdings Limited Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 21, rue du Fort Elisabeth.

R.C.S. Luxembourg B 148.894.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 19.12.2013

L'associé unique a accepté la démission de Guenter KRING, gérant de classe A, avec effet au 2 novembre 2013 et a nommé en remplacement Iain Hamilton né en date du 18 septembre 1973 à Reading (Royaume Uni) résidant à Brookefield Close, Chineham RG24 8RS Basingstoke (Royaume Uni), pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PineBridge Investments Holdings Limited Sàrl

Référence de publication: 2013180241/14.

(130218991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Phoenix Finance & Immo Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 24, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 166.431.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Phoenix Finance & Immo Luxembourg S.à.r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013180238/13.

(130219184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

PEF MB Plaza Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 139.743.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013180267/9.
(130219016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Sangam S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 130.821.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Michael Lots

Le gérant

Référence de publication: 2013181898/12.

(130221213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 décembre 2013.

Globo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 124.631.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 05 décembre 2013 que:

Monsieur Michele CANEPA, employé privé, demeurant professionnellement à 26-28 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg, a été élu président du conseil d'administration.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2017.

Référence de publication: 2013179866/13.

(130219766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Import East Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 94.763.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013179946/10.

(130219344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Incasa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1268 Luxembourg, 26, rue Jean-Pierre Biermann.
R.C.S. Luxembourg B 123.501.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 19/12/2013.

Référence de publication: 2013179947/10.

(130219428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Incometal A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-6868 Wecker, 7, Am Scheerleck.
R.C.S. Luxembourg B 150.044.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013179948/9.

(130219676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Polyver Group, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 182.629.

—
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND THIRTEEN, ON THE SIXTEENTH DAY of DECEMBER.

Before Maître Cosita DELVAUX, civil law notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

1. Mr Francis WERLING, company's director, residing at 13A, rue des Prés, F-67370 Wiwersheim, France, duly represented by Mrs Audrey LEITIENNE, private employee, residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal.

2. Mr Dominique BACH, company's director, residing at 12, Barclay Road, Scarsdale, NY 10583, USA,

duly represented by Mrs Audrey LEITIENNE, prenamed,

by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxies signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing persons, represented as stated above, request the undersigned notary to draw up the following articles of a limited liability company to be incorporated.

Art. 1. A limited liability company is hereby formed, that will be governed by these articles and by the relevant legislation. The name of the company is POLYVER GROUP.

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by collective decision of the members.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents, trademarks, models or other intellectual property rights of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The company may manage, supply and develop IT products and render related professional services.

The company may borrow in any form whatever. The company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the law of August 10, 1915.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 5. The corporate capital of the company is fixed at EUR 40,000 (forty thousand Euro) divided into 4,000 (four thousand) corporate units with a nominal value of EUR 10 (ten Euro) each.

Art. 6. The capital may be increased or reduced at any time as laid down in article 199 of the law concerning Commercial Companies.

Art. 7. Each corporate unit entitles its owner to a proportional right in the company's assets and profits.

Art. 8. Corporate units are freely transferable among members. The corporate unit transfer to non-members may only be done in accordance with the law on Commercial Companies.

Art. 9. The company will not be dissolved by death, interdiction, bankruptcy or insolvency of one of the members.

Art. 10. For no reason and in no case, the heirs, creditors or other rightful claimants of the members are allowed to pursue the sealing of property or documents of the company.

Art. 11. The company will be managed by at least two managers who need not to be members and who are appointed by the general meeting of members.

Towards third parties, the company is in all circumstances committed either by the joint signatures of one A and one B signatory manager or by the individual signature of a delegate of the board acting within the limits of his powers. In its current relations with the public administration, the company is validly represented by one manager, whose signature legally commits the company.

Art. 12. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible. As agents of the company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 13. Every member may take part in the collective decisions. He has a number of votes equal to the number of corporate units he owns and may validly act at the meetings through a special proxy.

Art. 14. Collective decisions are only valid if they are adopted in accordance with the dispositions of the law on Commercial Companies.

Art. 15. The business year begins on 1st December and ends on 31st December of each year.

Art. 16. Every year on 31st December, the annual accounts are drawn up by the managers.

Art. 17. The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the company.

Art. 18. At least 5% of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% of the corporate capital.

The remaining balance is at the disposal of the members.

Art. 19. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be members and who are appointed by the general meeting which will specify their powers and remuneration.

Art. 20. If, and as long as one member holds all the corporate units, the company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law on Commercial Companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 21. For anything not dealt with in the present Articles of Incorporation, the members refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on 31st December 2014.

Subscription and Payment

The 4,000 (four thousand) corporate units have been subscribed to as follows:

1. Mr Francis WERLING, prenamed,	2,480 corporate units
2. Mr Dominique BACH, prenamed,	<u>1,520 corporate units</u>
Total:	4,000 corporate units

All the corporate units have been entirely paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of EUR 40,000 (forty thousand Euro) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in article 183 of the law on Commercial Companies have been fulfilled.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its incorporation is approximately fixed at EUR 1.200.-.

Extraordinary General meeting

Immediately after the incorporation of the company, the appearing parties, acting in the above stated capacities, representing the whole of the corporate capital, held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions:

First resolution

Are appointed managers of the company for an undetermined period and with the powers indicated in article 11 of the articles of incorporation:

Managers of category A:

1. Mr Francis WERLING, company's director, born on 12 September 1957, residing at 13A, rue des Prés, F-67370 Wiwersheim,
2. Mr Dominique BACH, company's director, born on 22 December 1957, residing at 12, Barclay Road, Scarsdale, NY 10583, United States of America,

Managers of category B:

3. Mr Philippe PONSARD, ingénieur commercial, born on 16 March 1967 in Arlon, Belgium, residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,
4. Mr Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, born on 22 April 1959 in Luxembourg, residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

The managers may appoint agents, fix their powers, competences and dismiss them.

Second resolution

The company's registered office is located at 2, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read and translated into the language of the proxy holder of the appearing persons, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'AN DEUX MIL TREIZE, LE SEIZE DECEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Francis WERLING, directeur de sociétés, demeurant au 13A, rue des Prés, F-67370 Wiwersheim, France, ici représenté par Madame Audrey LEITIENNE, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

spécialement mandatée à cet effet par procuration donnée sous seing privé.

2. Monsieur Dominique BACH, directeur de société, demeurant au 12, Barclay Road, Scarsdale, NY 10583, Etats-Unis, ici représenté par Madame Audrey LEITIENNE, prénommée,

spécialement mandatée à cet effet par procuration donnée sous seing privé.

Les prédites procurations, paraphées "ne varietur" par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de POLYVER GROUP.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets, marques, modèles, ou autres droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La société peut gérer, fournir et développer des produits IT et rendre tous services professionnels y relatifs.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 40.000 (quarante mille euros) représenté par 4.000 (quatre mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés que dans les termes prévus par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par au moins deux gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux gérants dont obligatoirement une signature d'un gérant de catégorie A et une autre signature d'un gérant de catégorie B, ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul gérant sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2014.

Souscription et Paiement

Les 4.000 (quatre mille) parts sociales ont été souscrites comme suit par:

1. Monsieur Francis WERLING, prénommé,	2.480 parts sociales
2. Monsieur Dominique BACH, prénommé,	<u>1.520 parts sociales</u>
Total:	4.000 parts sociales

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de EUR 40.000 (quarante mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi sur les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 1.200.-.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparants, représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Sont appelés aux fonctions de gérants de la société, pour une durée indéterminée et avec les pouvoirs indiqués à l'article 11 des statuts:

gérants de catégorie A:

1. Mr Francis WERLING, company's director, born on 12 September 1957, residing at 13A, rue des Prés, F-67370 Wiwersheim,
2. Mr Dominique BACH, company's director, born on 22 December 1957, residing at 12, Barclay Road, Scarsdale, NY 10583, United States of America,

gérants de catégorie B:

3. Mr Philippe PONSARD, ingénieur commercial, born on 16 March 1967 in Arlon, Belgium, residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,
4. Mr Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, born on 22 April 1959 in Luxembourg, residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Les gérants pourront nommer des agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est fixé au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. LEITIENNE, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 17 décembre 2013. Relation: RED/2013/2210. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 17 décembre 2013.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013177175/240.

(130215689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

WPI Fonds, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 182.630.

STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, am vierten Dezember,

Vor uns, Maître Jean Seckler, Notar mit Amtssitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg.

SIND ERSCHIENEN:

WPI Fonds Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht mit Sitz in 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg und gegenwärtig im Verfahren im Handelsregister von Luxemburg eingetragen zu werden;

vertreten durch, Herrn David HEINEN, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg am 4. Dezember 2013;

BayernInvest Luxembourg S.A., eine Aktiengesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht mit Sitz in 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg und eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter B 37803;

vertreten durch, Herrn David HEINEN, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg am 4. Dezember 2013;

Die Vollmachten werden, nach Unterzeichnung ne varietur durch die Erschienenen und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde als Anlage beigefügt und zusammen mit dieser zur Eintragung eingereicht.

Die Erschienenene, in ihrer oben angegebenen Eigenschaft, ersucht den unterzeichneten Notar, die nachfolgenden Gesellschaftsvertrag eines spezialisierten Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in der Form einer einfachen Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) wie folgt zu beurkunden:

1. Art. 1. Definitionen.

1.1 Anteil steht für jeden Anteil (part d'intérêt), sowohl Komplementäranteil als auch Kommanditanteil, der Gesellschaft;

1.2 Anteilsklasse steht für eine Anteilsklasse der Gesellschaft (catégorie de parts d'intérêt), wie der Begriff gemäß dem Gesetz von 1915 zu verstehen ist und welche sich aus Anteilen derselben Klasse zusammensetzt;

1.3 Beitrittserklärung steht für die Beitrittserklärung eines Anlegers zur Aufnahme in die Gesellschaft;

1.4 Bewertungstag steht für den letzten Kalendertag des Geschäftsjahres der Gesellschaft, d.h. der 30. September eines jeden Jahres sowie jeden anderen durch den Komplementär bestimmten Tag, für den ein Nettoinventarwert berechnet wird;

1.5 CSSF steht für die Commission de Surveillance du Secteur Financier, die luxemburgische Finanzaufsichtsbehörde;

1.6 Deutsche Regulierte Kommanditisten steht für deutsche Versicherungsunternehmen, Pensionskassen und Versorgungswerke, sowie sonstige Anleger, die den Kapitalanlagevorschriften des Versicherungsaufsichtsgesetzes beziehungsweise der Anlageverordnung (unmittelbar oder aufgrund entsprechender Anwendbarkeit) unterliegen;

1.7 Einlage steht für jede Einlage, die ein Anleger in die Gesellschaft leistet, um Anteile zu erwerben;

1.8 Emissionsdokument steht für das Emissionsdokument der Gesellschaft in seiner jeweils gültigen Fassung;

1.9 Geschäftsführungsbefugter Kommanditist steht für ein Kommanditist, der neben dem Komplementär von der Hauptversammlung zur Führung der Geschäfte der Gesellschaft ausschließlich im Innenverhältnis befugt worden ist;

1.10 Gesellschaft steht für WPI Fonds;

1.11 Gesellschafter steht für jeden Gesellschafter, Komplementär oder Kommanditist, der Gesellschaft;

1.12 Gesellschaftsvertrag steht für diesen Gesellschaftsvertrag in seiner derzeit gültigen Fassung;

1.13 Gesetz von 1915 steht für Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner derzeit gültigen Fassung;

1.14 Gesetz von 2007 steht für das Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner derzeit gültigen Fassung;

1.15 Hauptversammlung steht für die Hauptversammlung der Gesellschafter;

1.16 Kommanditanteil steht für alle von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile, die keine Komplementäranteile sind;

1.17 Kommanditist steht für den Inhaber eines Kommanditanteiles (associé commanditaire);

1.18 Komplementär steht für die WPI Fonds Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht, die als persönlich haftende Gesellschafterin (associé gérant commandité) der Gesellschaft handelt; der Komplementär ist der alleinige Geschäftsführer (gérant) der Gesellschaft;

1.19 Komplementäranteile steht für die von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile, die ausschließlich dem Komplementär vorbehalten sind und mittels derer dieser für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft persönlich und unbeschränkt haftet;

1.20 Nettoinventarwert steht für den Nettoinventarwert der Gesellschaft, einer Anteilklasse oder eines Anteils;

1.21 Nicht-Qualifizierte Personen hat die in Artikel 11.1 des Gesellschaftsvertrages angegebene Bedeutung;

1.22 Register steht für das Anteilsregister der Gesellschaft;

2. Art. 2. Bezeichnung und Form.

2.1 Es besteht hiermit ein spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) unter der Form einer einfachen Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) unter der Bezeichnung "WPI Fonds" (die Gesellschaft).

2.2 Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz von 1915, ergänzt durch das Gesetz von 2007, sowie dem vorliegenden Gesellschaftsvertrag. Im Falle von Widersprüchen zwischen dem Gesetz vom 1915 und 2007 hat das Gesetz von 2007 Vorrang.

3. Art. 3. Gesellschaftssitz.

3.1 Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Gemeinde Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz kann durch einen Beschluss des Komplementärs innerhalb dieser Gemeinde oder durch einen Beschluss einer außerordentlichen Hauptversammlung an einen anderen Ort innerhalb des Großherzogtum Luxemburgs verlegt werden.

3.2 Der Komplementär hat weiterhin das Recht, nach eigenem Ermessen Niederlassungen, Büros, Verwaltungszentren und Repräsentanzen in einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland zu gründen.

3.3 Sollte sich der Komplementär entschließen, dass bestehende oder unmittelbar drohende außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Umstände bestehen, welche die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen, ins Ausland verlegt werden; eine solche vorübergehende Sitzverlegung hat keine Auswirkung auf das wirksame Fortbestehen der Gesellschaft nach luxemburgischem Recht.

4. Art. 4. Dauer - Auflösung.

4.1 Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

4.2 Die Gesellschaft kann mit Zustimmung des Komplementärs durch einen Beschluss der Gesellschafter unter den in Artikel 26 sowie im Gesetz von 1915 beschriebenen Voraussetzungen für die Änderung dieses Gesellschaftsvertrages aufgelöst werden.

5. Art. 5. Zweck der Gesellschaft.

5.1 Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft besteht darin, ihr Vermögen im Einklang mit den Bedingungen und Beschränkungen des Gesetzes von 2007 und des Emissionsdokumentes in Vermögenswerte anzulegen, um die Anlagerisiken zu streuen und ihren Gesellschaftern die Ergebnisse der Verwaltung ihres Vermögens zugute kommen zu lassen.

5.2 Die Gesellschaft ist ferner berechtigt, alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erreichung oder zur Förderung dieses Gesellschaftszwecks auf Grundlage und im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes von 2007 notwendig oder nützlich erscheinen.

6. Art. 6. Anlagepolitik, Anlagebeschränkungen und Ausschüsse.

6.1 Der Komplementär kann im Rahmen der im Emissionsdokument bestimmten Anlagebefugnisse und -beschränkungen, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, (i) die Anlagepolitik der Gesellschaft, (ii) jegliche Anlagebeschränkung, die von Zeit zu Zeit auf die Anlagen der Gesellschaft im Einklang mit dem Gesetz von 2007 und anderen anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen, (iii) die Hedging-Strategien, die zur Absicherung von Währungsrisiken in Bezug auf bestimmte Anteilklassen angewendet werden und (iv) die Grundsätze, die im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, bestimmen.

6.2 Der Komplementär kann Ausschüsse einrichten und den Aufgabenbereich dieser Ausschüsse festlegen, einschließlich der Ausarbeitung von Empfehlungen und Ratschläge in Bezug auf die Verwaltung und die Geschäfte der Gesellschaft. Die Benennung der Ausschüsse und die Regeln zu ihrer Zusammenstellung, ihren Aufgabenbereichen, Aufgaben, Bezahlungen der besagten Ausschüsse werden im Emissionsdokument dargelegt.

7. Art. 7. Einlagen, Anteilklassen. Einlagen der Gesellschafter werden in bar oder in Form von Sacheinlagen geleistet und durch Anteile repräsentiert und entsprechen jederzeit dem gesamten Nettoinventarwert der Gesellschaft. Darüber hinaus können Einlagen auch in Form von Dienstleistungen erbracht werden. Dies setzt jedoch eine vorherige Zustimmung durch den Komplementär voraus.

7.1 Der Wert der erbrachten Einlagen muss innerhalb von zwölf (12) Monaten nach Eintragung der Gesellschaft auf die Liste der spezialisierten Investmentfonds nach Artikel 43(1) des Gesetzes von 2007 den Wert von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000 EUR) erreichen und soll danach diesen Wert nicht mehr unterschreiten.

7.2 Die Gesellschaft gibt einen oder mehrere Komplementäranteile aus, welcher dem Komplementär vorbehalten ist und welcher dem Inhaber ein Recht auf Entlohnung gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokuments gibt. Kommanditanteile können von Anlegern unter der Bedingung, dass sie sachkundige Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes 2007 sind, gezeichnet werden. Der Komplementär kann entscheiden, Kommanditanteile in verschiedene Anteilklassen aufzuteilen, deren spezifische Merkmale im Emissionsdokument erläutert werden.

7.3 Die Gesellschaft wurde mit anfänglichen Einlagen in einer Höhe von Eintausend Euro (1.000,- EUR) gegründet, aufgeteilt in einen (1) Komplementäranteil und neun (9) Kommanditanteile.

7.4 Für Zwecke der Bestimmung des Mindestwerts des Vermögens der Gesellschaft nach Abschnitt 7.1 oben werden alle Vermögenswerte der Gesellschaft, falls nicht bereits in EUR benannt, in EUR umgerechnet.

7.5 Die Anteile werden in dem Register, das von der Gesellschaft oder einer oder mehrere von der Gesellschaft zu diesem Zweck ernannten Person(en) geführt wird. Das Register enthält:

7.5.1 eine aktuelle, vollständige und beglaubigte Kopie des Gesellschaftsvertrages;

7.5.2 eine Liste aller Gesellschafter, die ihre Gesellschaftsbezeichnung oder Firmenzusatz, ihre Rechtsform, die genaue Adresse sowie die Handels- und Gesellschaftsregisternummer oder Nummer oder Kennung eines entsprechenden ausländischen Registers enthält; und

7.5.3 eine Liste der Übertragungen von Anteilen sowie das Datum der Mitteilung oder Annahme dieser Übertragungen.

7.6 Jeder Gesellschafter kann zu den üblichen Geschäftszeiten Einsicht in das Register nehmen.

7.7 Das Eigentum an den Anteilen wird durch Eintragung des Namens des Gesellschafters in das Register nachgewiesen.

8. Art. 8. Ausgabe und Zeichnung von Kommanditanteilen.

8.1 Der Komplementär ist uneingeschränkt dazu ermächtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll eingezahlter Kommanditanteile auszugeben, ohne den bestehenden Kommanditisten ein Vorzugsrecht zur Zeichnung der auszugebenden Kommanditanteile zu gewähren.

8.2 Die Gesellschaft kann Bruchteile von Kommanditanteilen ausgeben. Diese Bruchteile verleihen kein Stimmrecht.

8.3 Kommanditisten sind nach Maßgabe der geleisteten Einlagen an den Nettoerträgen und Liquidationserlösen der entsprechenden Anteilklasse (anteilig) beteiligt.

8.4 Der Komplementär kann Beschränkungen hinsichtlich der Häufigkeit der Ausgabe von Kommanditanteilen in Anteilklassen bestimmen. Der Komplementär darf insbesondere beschließen, dass Kommanditanteile einer Anteilklasse nur während einer oder mehrerer Zeichnungsperioden oder in anderen, wie im Emissionsdokument festgelegten Zeitabständen, ausgegeben werden.

8.5 Die Zeichnung von Kommanditanteilen wird durch den Abschluss einer Beitrittserklärung zwischen dem jeweiligen Anleger und der Gesellschaft gültig. Die Beitrittserklärung kann die Verpflichtung einer Zahlung eines bestimmten Betrags oder einer bestimmten Einbringung einer Sacheinlage enthalten. Ein Kommanditist kann jederzeit die Erhöhung seiner Einlagen in die Gesellschaft beantragen. Der Komplementär ist berechtigt, den Antrag zur Erhöhung der Einlage abzulehnen.

8.6 Der Komplementär und der Anleger können in der Beitrittserklärung andere Zeichnungsbedingungen (z.B. Mindesthalteverpflichtung, Verzugsregeln) bestimmen. Weitere Bedingungen können im Emissionsdokument ausgeführt werden.

8.7 Die Anteile dürfen dabei nicht an mehr als 100 Gesellschafter (entweder durch Zeichnung oder Übertragung von Anteilen) ausgegeben bzw. von diesen gehalten werden.

8.8 Das Versäumnis eines Anlegers oder Kommanditisten, innerhalb einer vom Komplementär festgelegten Zeitspanne die erforderliche Einlage oder andere bestimmte Zahlungen an die Gesellschaft zu leisten, berechtigt die Gesellschaft, gegenüber diesem Anleger oder Kommanditisten bestimmte im Emissionsdokument und/oder in der Beitrittserklärung detaillierte Strafmaßnahmen aufzuerlegen.

8.9 Vorbehaltlich anderer Bestimmungen im Emissionsdokument entspricht der zu entrichtende Preis pro Anteil seinem jeweiligen Nettoinventarwert. Dieser Preis kann um eine prozentuale Schätzung der Kosten und Ausgaben, welche anfallen, wenn die Gesellschaft den Gegenwert der Ausgabe anlegt, und durch vom Komplementär gegebenenfalls festgelegte Ausgabeaufschläge erhöht werden. Dieser Endpreis ist innerhalb einer vom Komplementär bestimmten Zeitspanne zu bezahlen.

8.10 Der Komplementär kann innerhalb des gesetzlich anwendbaren Rahmens einwilligen, Anteile als Gegenleistung einer Sacheinlage auszugeben, soweit diese Vermögenswerte mit den Anlagezielen, -beschränkungen und der Anlagepolitik der Gesellschaft übereinstimmen.

9. Art. 9. Rücknahme von Kommanditanteilen.

9.1 Kommanditisten dürfen zu den Bedingungen des Emissionsdokumentes und unter den dort geregelten Voraussetzungen die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Kommanditanteile durch die Gesellschaft verlangen.

9.2 Sämtliche zurückgenommene Anteile werden gelöscht.

10. Art. 10. Umtausch von Kommanditanteilen.

10.1 Kommanditanteile können nicht in Komplementäranteile umgewandelt werden.

10.2 Soweit nach dem Emissionsdokument vorgesehen können Kommanditisten unter den dortigen Bestimmungen und vorbehaltlich der Zustimmung des Komplementärs alle oder einen Teil ihrer Kommanditanteile einer Anteilklasse in Kommanditanteile einer oder mehrerer anderer Anteilklassen umtauschen. Die Anteile aller Anteilklassen dürfen dabei insgesamt nicht an mehr als 100 Gesellschafter ausgegeben bzw. von diesen gehalten werden.

10.3 Sämtliche umgetauschte Anteile werden gelöscht.

11. Art. 11. Eigentumsbeschränkungen.

11.1 Die Gesellschaft ist berechtigt, das Eigentum an Kommanditanteilen einzuschränken oder zu vermeiden, wenn ein solches Anteilseigentum der Gesellschaft schaden würde, zu einem Verstoß gegen ein luxemburgisches oder anderes Gesetz oder eine Rechtsvorschrift führen würde oder wenn der Gesellschaft durch das Anteilseigentum steuerliche oder sonstige finanzielle oder aufsichtsrechtliche Nachteile entstehen könnten, die ihr ansonsten nicht entstanden wären (diese Personen werden vom Komplementär bestimmt und in diesem Vertrag als Nicht-Qualifizierte Personen definiert).

11.2 Gesellschafter müssen insbesondere stets als sachkundige Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 qualifizieren und dürfen nicht als Nicht-Qualifizierte Personen einzuordnen sein.

11.3 Der Komplementär darf strengere als die im Artikel 2 des Gesetzes von 2007 aufgeführten Bedingungen aufstellen.

11.4 Natürliche Personen sind von der Anlage ausgeschlossen und stets als Nicht-Qualifizierte Personen einzuordnen.

11.5 US Personen stellen stets Nicht-Qualifizierte Personen dar.

11.6 Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft insbesondere:

11.6.1 die Ausgabe von Anteilen und die Eintragung einer Übertragung von Anteilen verweigern, wenn die Eintragung oder Übertragung dazu führen würde, dass der rechtliche oder wirtschaftliche Eigentümer der betreffenden Anteile eine Nicht-Qualifizierte Person wäre; und

11.6.2 jederzeit von einer Person, deren Name im Anteilsregister eingetragen ist oder die Eintragung einer Übertragung von Anteilen im Register beantragt, verlangen, der Gesellschaft alle Informationen, ggf. gestützt durch eine eidesstattliche Erklärung, vorzulegen, die die Gesellschaft für erforderlich hält, um feststellen zu können, ob die Anteile des betreffenden Anteilseigners im rechtlichen oder wirtschaftlichen Eigentum einer Nicht-Qualifizierten Person stehen oder eine solche Registrierung dazu führen wird, dass das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum auf eine Nicht-Qualifizierte Person übergeht; und

11.6.3 die Annahme einer von einer Nicht-Qualifizierten Person auf der Hauptversammlung abgegebenen Stimme verweigern; und

11.6.4 alle Ausschüttungen oder andere Zahlungen, die in Bezug auf die von einer Nicht-Qualifizierten Person gehaltenen Anteile gezahlt wurden, zurückhalten;

11.6.5 die Nicht-Qualifizierte Person anweisen, ihre Anteile einem sachkundigen Anleger (Gesellschafter oder nicht), der keine Nicht-Qualifizierte Person ist, zu einem Preis zu verkaufen, der nicht höher sein darf als der niedrigere Wert (i) des letzten Nettoinventarwerts der erworbenen Anteile oder (ii) des Kaufpreises, den die Nicht-Qualifizierte Person für diese Anteile bezahlt hat; der Gesellschaft sind alle Informationen und erforderlichen Unterlagen betreffend den interessierten Käufer vorab zur Verfügung zu stellen, so dass dieser Verkauf innerhalb von dreißig (30) Kalendertagen nach Versand der betreffenden Mitteilung erfolgt ist; die beschriebene Übertragung erfolgt jeweils vorbehaltlich der anwendbaren Übertragungsbeschränkungen und erforderlichen Zustimmung des Komplementärs.

11.7 Das Emissionsdokument oder die entsprechende Beitrittserklärung können andere Maßnahmen vorsehen.

12. Art. 12. Übertragung von Anteilen.

12.1 Komplementäranteile können nur im Einklang mit Artikel 26 übertragen werden.

12.2 Jegliche Übertragung von Kommanditanteilen unterliegt den nachstehend dargelegten Beschränkungen.

Grundsatz

12.3 Jeder Verkauf, jede Abtretung, jeder Umtausch, jede Verpfändung, Belastung oder sonstige Veräußerung (je eine Übertragung) sämtlicher oder eines Teils der Kommanditanteile eines Kommanditisten bedarf grundsätzlich der vorherigen Zustimmung durch die Gesellschafter.

Ausschlussgründe für eine Übertragung

12.4 Darüber hinaus ist jede Übertragung ungültig bzw. unwirksam:

12.4.1 die zu einem Verstoß gegen Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrages oder des Emissionsdokumentes führen würde (beispielsweise aufgrund einer Überschreitung der Beschränkung auf 100 Gesellschafter);

12.4.2 die zu einem Verstoß gegen ein Gesetz oder eine Rechtsvorschrift des Großherzogtums Luxemburg, oder einer anderen Rechtsordnung führen würde oder durch die der Gesellschaft steuerliche, rechtliche oder aufsichtsrechtliche Nachteile entstehen würden;

12.4.3 die zu einer Registrierungspflicht der Gesellschaft als Investmentgesellschaft gemäß dem US Investment Company Act führen würde;

12.4.4 deren Übertragungsempfänger:

(a) eine US-Person oder eine im Auftrag oder namens einer US-Person handelnde Person ist; oder

(b) eine Nicht-Qualifizierte Person oder eine im Auftrag oder namens einer Nicht-Qualifizierten Person handelnde Person ist; oder

(c) kein sachkundiger Anleger ist; oder

12.4.5 die nach Ansicht des Komplementärs dazu führen würde, dass die Kommanditanteile in einem Verwahr- oder Clearingsystem registriert werden, in dem die Möglichkeit besteht, dass sie in einer Weise weiter übertragen werden können, die nicht im Einklang mit den Regeln dieses Gesellschaftsvertrages und dem Emissionsdokument stehen.

12.5 Voraussetzung einer zulässigen Übertragung ist:

12.5.1 dass der Übertragungsempfänger in einer den Anforderungen der Gesellschaft genügenden Form erklärt, dass er keine Nicht-Qualifizierte Person ist und dass die vorgesehene Übertragung selbst nicht gegen geltende Gesetze oder Vorschriften verstößt;

12.5.2 dass der Übertragungsempfänger keine Nicht-Qualifizierte Person ist;

12.5.3 dass der Übertragende zeitgleich mit der Übertragung der verbleibenden Verpflichtung zur Bereitstellung von Geldern an die Gesellschaft gegen Ausgabe von Kommanditanteilen an den Übertragungsempfänger veranlasst;

12.5.4 dass die Übertragung durch den Komplementär genehmigt wird.

12.6 Besonderheiten bei Deutschen Regulierten Kommanditisten:

12.6.1 Sofern und solange die Kommanditanteile zum Sicherungsvermögen (wie in § 66 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes definiert) eines Deutschen Regulierten Kommanditisten zählen und dieser Deutsche Regulierte Kommanditist entweder gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes rechtlich zur Ernennung eines Treuhänders verpflichtet ist oder sich selbst freiwillig einer solchen Verpflichtung unterworfen hat, darf über diese Kommanditanteile nicht ohne vorherige schriftliche Genehmigung des entsprechenden Treuhänders bzw. dessen bevollmächtigten Vertreters verfügt werden.

12.6.2 Über Kommanditanteile, die direkt oder indirekt von einem Deutschen Regulierten Kommanditisten gehalten werden und die Teil des Sicherungsvermögens oder sonstigen gebundenen Vermögens dieses Deutschen Regulierten Kommanditisten sind, kann abweichend von Ziffer 12.3 im Rahmen der geltenden Gesetze und ungeachtet der für andere Investoren geltenden Übertragungsbeschränkungen, frei verfügt werden, vorausgesetzt, es erfolgt keine Übertragung auf Nicht-Qualifizierte Personen. Einer Zustimmung des Komplementärs bedarf es nicht. Verfügung im Sinne dieser Ziffer ist insbesondere der Verkauf, der Tausch, die Übertragung, der Transfer und die Abtretung des gesamten oder eines Teils der Kommanditanteile des Deutschen Regulierten Kommanditisten. Jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge durch den Deutschen Regulierten Kommanditisten nach Verfügung über den Kommanditanteil ist ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung des Deutschen Regulierten Kommanditisten und des Erwerbers). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den Deutschen Regulierten Kommanditisten auf den Erwerber über.

Der Deutsche Regulierte Kommanditist hat vor dem Verkauf, der Abtretung oder der Übertragung der Kommanditanteile eine schriftliche Anfrage an den Komplementär in Bezug auf die Anzahl der Kommanditisten in der Gesellschaft zu stellen, zu deren Beantwortung der Komplementär verpflichtet ist, um sicherzustellen, dass diese Übertragung nicht zur Folge hätte, dass die Zahl der Gesellschafter hundert (100) überschreiten würde.

13. Art. 13. Berechnung des Nettoinventarwertes.

Allgemeines

13.1 Die Gesellschaft, jede Anteilklasse und jeder Anteil (einschließlich des Komplementäranteils) hat einen Nettoinventarwert, welcher in der jeweiligen Referenzwährung ausgedrückt wird. Die Referenzwährung der Gesellschaft ist der EUR. Der jeweilige Nettoinventarwert wird nach den Regeln des luxemburgischen Rechts, dieses Gesellschaftsvertrags und des Emissionsdokumentes bestimmt.

Nettoinventarwert der Gesellschaft

13.2 Der Nettoinventarwert der Gesellschaft wird zu jedem Bewertungstag nach den Regeln der Bewertungspolitik der Verwaltungsgesellschaft sowie den Regeln des Emissionsdokuments berechnet.

13.3 Als Bewertungstag gilt der letzte Kalendertag des Geschäftsjahres der Gesellschaft, d.h. der 30. September eines jeden Jahres, sowie jeder andere Tag, der als Bewertungstag vom Komplementär zusätzlich bestimmt wurde. Die Vermögenswerte der Gesellschaft werden für die Zwecke der Nettoinventarwertberechnung zu jedem Bewertungstag durch einen Unabhängigen Sachverständigen begutachtet und bewertet.

13.4 Der Komplementär kann die Ergebnisse der Bewertung nutzen, um indikative Bewertungen der Vermögenswerte durchzuführen, welche zu Informations-, Berichts, indikativen Nettoinventarwertberechnung oder anderen Zwecken genutzt werden können. Werden Beitrittserklärungen abgeschlossen oder kommt es zu Rücknahmen von Anteilen, wird der Komplementär in der Regel eine Bewertung der Anlagen der Gesellschaft durchführen lassen.

13.5 Sämtliche berechnete Nettoinventarwerte können nach dem Ermessen des Komplementärs auf das nächste Hundertstel einer Einheit der Referenzwährung auf- oder abgerundet werden.

Nettoinventarwert pro Anteilklasse

13.6 Der Nettoinventarwert einer Anteilklasse errechnet sich aus der Summe der Werte der Vermögensgegenstände der Gesellschaft, die der jeweiligen Anteilklasse zurechenbar sind, abzüglich der entsprechend zurechenbaren Verbindlichkeiten.

Nettoinventarwert pro Anteil

13.7 Der Nettoinventarwert eines Anteils errechnet sich aus der Teilung des nach Abschnitt 13.6 festgestellten Nettoinventarwerts pro Anteilklasse durch die Anzahl der Anteile dieser Anteilklasse. Für die Zwecke der Nettoinventarwertberechnung des Komplementäranteils wird dieser einer bei Gründung der Gesellschaft ausgegebenen Anteilklasse zugeordnet.

14. Art. 14. Temporäre Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts Pro Anteil.

14.1 Der Komplementär kann die Feststellung des Nettoinventarwertes der Gesellschaft pro Anteilklasse sowie gegebenenfalls die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Anteilen zeitweilig in den folgenden Situationen aussetzen:

14.1.1 Während einer Situation vorliegt, die nach Auffassung des Komplementärs einen Notfall begründet, infolge dessen Verfügungen über oder Bewertungen von Vermögensgegenständen nicht durchführbar wären;

14.1.2 Während eines Zeitraums, wenn infolge eines Umstandes außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Befugnis des Komplementärs über die Vermögensgegenstände nicht vernünftig durchführbar ist, ohne die Interessen der Gesellschafter wesentlich und nachteilig zu beeinflussen oder zu beeinträchtigen, oder wenn nach der Auffassung des Komplementärs ein angemessener Preis für die Vermögensgegenstände nicht festgestellt werden kann;

14.1.3 Während eines Ausfalls der Kommunikationsmittel, die gewöhnlich bei der Feststellung des Preises oder des Wertes einer der Investitionen der Gesellschaft oder des aktuellen Preises oder Wertes an einer Wertpapierbörse oder einem anderen Markt in Bezug auf die Vermögensgegenstände der Gesellschaft eingesetzt werden;

14.1.4 Wenn die Preise von Vermögenswerten aus einem anderen Grund nicht sofort oder richtig ermittelt werden können;

14.1.5 Während eines Zeitraums, in dem die Nettovermögenswerte nicht exakt festgestellt werden kann;

14.1.6 Bei Veröffentlichung oder Versendung einer Mitteilung zur Einladung der Gesellschafter zur Beratung über die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft bzw. spätestens nach dem entsprechenden Beschluss der Hauptversammlung;

14.1.7 In allen sonstigen, im Emissionsdokument beschriebenen Situationen.

14.2 Eine solche Aussetzung wird soweit rechtlich erforderlich durch den Komplementär veröffentlicht, den betroffenen Kommanditisten sowie denjenigen Anlegern mitgeteilt, die eine Beitrittserklärung in Bezug auf die betroffenen Kommanditanteile unterzeichnet haben, welche noch nicht von der Gesellschaft gegengezeichnet wurde.

14.3 Ein Antrag auf Beitritt zur Gesellschaft oder die Rücknahme von Kommanditanteilen ist im Falle einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Kommanditeil ausnahmsweise widerruflich. Wenn dem Komplementär keine entsprechende Mitteilung zugeht, wird dieser Antrag zum ersten Bewertungstag, nach dem Ende des Zeitraums der Aussetzung bearbeitet.

15. Art. 15. Haftung der Gesellschafter.

15.1 Die Eigentümer von Kommanditanteilen haften nur für den Wert ihrer Einlagen in der Gesellschaft.

15.2 Die Haftung des Komplementärs ist unbeschränkt.

15.3 Die Geschäftsführer können nicht aufgrund ihres Mandats persönlich für Verpflichtungen verantwortlich gemacht werden, die sie wirksam im Namen der Gesellschaft eingegangen sind, sofern diese Verpflichtungen im Einklang mit der Satzung und mit dem Gesetz von 1915 sind.

16. Art. 16. Entscheidungen der Gesellschafter.

Hauptversammlung

16.1 Die jährliche Hauptversammlung der Gesellschafter wird in Luxemburg am dritten Donnerstag des Monats Juni um 14:00 Uhr (luxemburgischer Zeit) eines jeden Jahres abgehalten. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag sein, wird die Hauptversammlung am vorgehenden Bankarbeitstag abgehalten.

16.2 Die übrigen Hauptversammlungen können zu der Zeit und an dem Ort abgehalten werden, wie sie in der Ladung zur jeweiligen Hauptversammlung angegeben sind.

16.3 Hauptversammlungen werden stets vom Komplementär einberufen. Kommanditisten, die mehr als die Hälfte der Anteile repräsentieren, können den Komplementär auffordern, eine Hauptversammlung einzuberufen. Sie müssen dem Komplementär hierbei eine geeignete Tagesordnung übermitteln. Der Komplementär ist ermächtigt Punkte auf diese Tagesordnung hinzuzufügen. Er hat die Hauptversammlung innerhalb eines Zeitraums von fünfzehn (15) Kalendertagen nach Erhalt der Tagesordnung einzuberufen.

16.4 Jeder Hauptversammlung sitzt ein Vertreter des Komplementärs vor. In seiner Abwesenheit bestimmen die anwesenden Kommanditisten den Vorsitzenden.

16.5 Jeder Kommanditist kann an einer Hauptversammlung mittels einer Audiokonferenz, einer Videokonferenz oder mittels ähnlicher Kommunikationsausrüstung teilnehmen, sofern hierdurch (i) alle Versammlungsteilnehmer zweifelsfrei identifiziert werden können, (ii) die Gesellschafter die an der Hauptversammlung teilnehmen miteinander sprechen und sich gegenseitig hören können, (iii) die Hauptversammlung ohne Unterbrechung durchgeführt werden kann und (iv) die Gesellschafter sich ordentlich beraten können. Kommanditisten, die auf diesem Wege an einer Hauptversammlung teilnehmen, gelten als persönlich anwesend.

Schriftliche Beschlüsse

16.6 Entscheidungen der Gesellschafter können auch in schriftlicher Beratung per Brief, Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel gefasst werden, im Rahmen derer jeder Gesellschafter den Text der Beschlüsse oder Entscheidungen, die zu fassen sind, ausformuliert erhält und seine Stimme schriftlich abgibt.

16.7 Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das dem Nachweis der ordnungsgemäßen Beschlussfassung dient. Als Datum der Beschlüsse gilt das Datum der letzten Unterschrift.

16.8 Für das Recht zur Initiierung dieser schriftlichen Beschlüsse gilt Artikel 16.3 entsprechend.

17. Art. 17. Ladungsfrist, Quorum, Vollmachten, Mehrheit.

17.1 Jede Einladung zu einer Hauptversammlung enthält die Tagesordnung und wird spätestens acht (8) Kalendertage vor der Hauptversammlung durch Einschreiben versendet.

17.2 Der Komplementär führt den Vorsitz einer Hauptversammlung. Der Komplementär kann einen Vertreter ernennen.

17.3 Vorbehaltlich der Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrages sowie des Emissionsdokuments, vermittelt jeder Anteil das Recht auf eine Stimme.

17.4 Ein Kommanditist kann sich bei einer Hauptversammlung der Gesellschafter durch einen andere von ihm ernannte Person mittels einer schriftlichen Vollmacht im Original, Fax, Telegramm oder Telex vertreten lassen.

17.5 Vorbehaltlich zwingender gesetzlicher Bestimmungen sowie den Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrags oder des Emissionsdokument werden die Beschlüsse einer Hauptversammlung durch die einfache Mehrheit der abstimmenden Gesellschafter angenommen und bedürfen zu ihrer Wirksamkeit der Zustimmung des Komplementärs.

17.6 Eine Abberufung bzw. Auswechslung des Komplementärs ist nur möglich, sofern der Komplementär eine grob fahrlässige oder vorsätzliche Pflichtverletzung begangen hat und bedarf eines Beschlusses der Hauptversammlung bzw. eines schriftlichen Beschlusses der Gesellschafter mit einer zwei Drittel-Mehrheit der anwesenden bzw. teilnehmenden Stimmen. Eine Beschlussfähigkeit liegt in diesem Zusammenhang vor, wenn die anwesenden bzw. vertretenen bzw. an der schriftlichen Beschlussfassung teilnehmenden Kommanditisten mindestens 50% der Stimmrechte der Gesellschaft repräsentieren.

17.7 Gesellschafter können durch die Nutzung von Stimmzetteln auf dem Postwege an Abstimmungen der Hauptversammlung teilnehmen. Stimmzettel werden durch den Komplementär auf Anfrage der Kommanditisten zur Verfügung gestellt.

17.8 Der Komplementär kann weitere Bedingungen aufstellen, die von den Gesellschaftern erfüllt werden müssen, um an den Hauptversammlungen teilnehmen zu können.

18. Art. 18. Verwaltung.

18.1 Die Gesellschaft wird von der WPI Fonds Partners S.à r.l. (der Komplementär) einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) in ihrer Eigenschaft als Komplementär verwaltet, welche der unbeschränkt haftende Gesellschafter (associé gérant commandité) ist, die Gesellschaft als Geschäftsführer (gérant) vertritt und welche gegenüber der Gesellschaft für alle Verbindlichkeiten, die nicht aus den Vermögenswerten der Gesellschaft erfüllt werden können, gesamtschuldnerisch haftet. Daneben ist der Geschäftsführungsbefugter Kommanditist zur Führung der Geschäfte der Gesellschaft im Innenverhältnis befugt.

18.2 Der Komplementär verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Interesse der Gesellschaft, welche nicht ausdrücklich durch die geltenden Gesetze oder durch diesen Gesellschaftsvertrag der Hauptversammlung vorbehalten sind, auszuüben.

18.3 Insbesondere wird der Komplementär die Befugnis haben, im Namen der Gesellschaft den Gesellschaftszweck auszuführen, alle Handlungen durchzuführen, Verträge und sonstige Verpflichtungen einzugehen, wie er es hierfür nötig, ratsam und angebracht erachtet.

19. Art. 19. Verwahrstelle.

19.1 Im Rahmen der durch das Gesetz von 2007 vorgegebenen Bestimmungen wird die Gesellschaft eine Verwahrstelle für die Verwahrung ihrer Vermögenswerte beauftragen.

19.2 Die Verwahrstelle wird die gesetzlich und vertraglich auferlegten Pflichten und Verantwortungen erfüllen. Kündigt die Verwahrstelle an, dass sie ihre Funktionen nicht mehr ausüben will, wird der Komplementär mit Abstimmung der Verwaltungsgesellschaft sich nach besten Kräften bemühen eine neue Verwahrstelle als Nachfolger zu finden. Der Komplementär kann die Verwahrstelle vertraglich kündigen. Die Verwahrstelle bleibt jedoch solange und soweit an gesetzlichen und vertragliche Pflichten gebunden, bis eine neue Verwahrstelle bestellt wurde.

19.3 Solange und soweit die Verwahrstelle nicht innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Wirkungszeitpunkt der Beendigung der Verwahrstellenvereinbarung ersetzt wurde, wird die Verwahrstelle alle Maßnahmen ergreifen, um die Interessen der Gesellschafter sicherzustellen.

20. Art. 20. Rechtsverbindliche Unterschrift.

20.1 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch satzungsmäßige Unterschrift des Komplementärs oder durch die einzelne oder gemeinsame Unterschrift von hierzu ordnungsgemäß vom Komplementär bevollmächtigten Personen verpflichtet.

20.2 Eine solche Vollmacht darf nicht an Kommanditisten der Gesellschaft erteilt werden.

21. Art. 21. Wirtschaftsprüfer.

21.1 Der Jahresabschluss der Gesellschaft wird durch einen von der Hauptversammlung bestellten und durch die Gesellschaft vergüteten Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) überprüft.

21.2 Der Wirtschaftsprüfer unterliegt den Vorschriften des Gesetzes von 2007.

22. Art. 22. Geschäftsjahr.

22.1 Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Oktober jedes Jahres und endet am 30. September des darauf folgenden Jahres.

22.2 Die Konten der Gesellschaft werden in EUR geführt.

23. Art. 23. Ausschüttungen.

23.1 Die Hauptversammlung wird, vorbehaltlich der Zustimmung des Komplementärs und im Rahmen des geltenden Rechts, dieses Gesellschaftsvertrages und des Emissionsdokuments, (i) über die Verwendung der Nettoanlageerträge der Gesellschaft in Bezug auf jede bestehende Anteilklasse und (ii) über die Zahlung von Ausschüttungen beschließen. Ungeachtet dessen verbleibt dem Kommanditisten ein Entnahmerecht hinsichtlich seines Gewinnanteils, soweit die entsprechenden Mittel nicht nach Auffassung des Komplementärs erforderlich sind, um Aufwendungen der Gesellschaft zu begleichen oder anderweitig erforderlich sind, um die ordnungsgemäße Erfüllung der Aufgaben der Gesellschaft sicherzustellen.

23.2 Für jede Anteilklasse, die zu Ausschüttungen berechtigt ist, kann der Komplementär beschließen, Zwischendividenden auszuzahlen.

23.3 Ausschüttungen erfolgen grundsätzlich der Referenzwahrung der entsprechenden Anteilklasse. Der Komplementär kann hiervon in begründeten Ausnahmefällen abweichen. Sachausschüttungen sind ausgeschlossen.

23.4 Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten der betreffenden Anteilklasse.

23.5 Auf von der Gesellschaft angekündigte Ausschüttungen erfolgen keine Zinszahlungen, wenn die Gesellschaft den Ausschüttungsbetrag für den Begünstigten verwahrt.

24. Art. 24. Liquidation Einer Anteilklasse.

24.1 Der Komplementär kann sämtliche Anteile einer oder mehrerer Anteilklasse(n) zum Nettoinventarwert pro Anteil (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Preise der Realisierung von Anlagen sowie der Kosten im Rahmen der Realisierung), zwangsweise zurückzunehmen, wenn:

24.1.1 das Vermögen einer Anteilklasse unter einen Betrag fällt oder einen Betrag nicht erreicht, der durch den Komplementär als Mindestbetrag für eine wirtschaftlich effiziente und sinnvolle Verwaltung der Anteilklasse bestimmt wurde;

24.1.2 eine wesentliche Änderung der wirtschaftlichen, politischen oder finanziellen Situation, oder eine wirtschaftliche Rationalisierungsmaßnahme diese Liquidation rechtfertigt; oder

24.1.3 in anderen, im Emissionsdokument beschriebenen Fällen.

24.2 Der Komplementär wird für die Zwecke der Rücknahme einen aktuellen Nettoinventarwert pro Kommanditanteil bestimmen. Die Gesellschaft übersendet den betroffenen Kommanditisten vor dem Beschluss über die Zwangsrücknahme eine schriftliche Mitteilung, in der die Gründe für die Rücknahme und das Rücknahmeverfahren erklärt werden.

24.3 Die Gesellschaft nimmt ab dem Zeitpunkt des Beschlusses über die Auflösung keine Beitrittserklärungen mehr an.

24.4 Vermögenswerte, die nach Umsetzung der Rücknahme nicht an berechnete Kommanditisten ausgezahlt werden konnten, werden bei der luxemburgischen Caisse de Consignation bis zum Ablauf der gesetzlichen Fristen hinterlegt.

24.5 Sämtliche zurückgenommene Anteile werden gelöscht.

25. Art. 25. Liquidation der Gesellschaft.

Freiwillige Auflösung

25.1 Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss einer Hauptversammlung freiwillig aufgelöst werden (die Freiwillige Auflösung). Der Beschluss bedarf der Zustimmung der Kommanditisten und des Komplementärs, die zusammen mindestens 75% der stimmberechtigten Anteile auf sich vereinen. Daneben müssen mindestens 50% der Anteile bei dieser Hauptversammlung anwesend oder vertreten sein.

25.2 Die Gesellschaft besteht nach dem Beschluss zu ihrer Freiwilligen Auflösung für die Zwecke ihrer Liquidation weiter fort. Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere Liquidatoren geführt, die durch die über die Freiwillige Auflösung beschließende Hauptversammlung bestellt werden, welche auch ihre Befugnisse und eventuelle Vergütung festlegt. Die Ernennung sämtlicher Liquidatoren unterliegt der Genehmigung der CSSF.

25.3 Nach dem Beschluss über die Freiwillige Auflösung erfolgt die Liquidation der Gesellschaft nach den Regeln des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 1915. Der Liquidationsbericht der Liquidatoren wird von den Wirtschaftsprüfern oder einem durch die Hauptversammlung bestellten externen Ad-hoc-Wirtschaftsprüfer geprüft.

25.4 Der Liquidationserlös der Gesellschaft wird, nach Abzug sämtlicher Liquidationskosten, durch die Liquidatoren auf die Gesellschafter jeder Anteilklasse anteilig im Verhältnis ihrer jeweiligen Beteiligung aufgeteilt. Beträge, die am Ende

des Liquidationsverfahrens durch die Gesellschafter nicht geltend gemacht wurden, werden bei der luxemburgischen Caisse de Consignation bis zum Ablauf der gesetzlichen Fristen hinterlegt.

Zwangsliquidation

25.5 Eine zwangsweise Auflösung und Liquidation der Gesellschaft (die Zwangsliquidation) richtet sich ausschließlich nach den Bestimmungen des Gesetzes von 2007.

25.6 Sobald der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestwertes fällt, muss der Komplementär der Hauptversammlung die Auflösung der Gesellschaft vorschlagen, wobei die Hauptversammlung ihren Beschluss ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit an der Hauptversammlung teilnehmenden Anteile fasst.

25.7 Sobald der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestwertes fällt, muss der Komplementär der Hauptversammlung die Auflösung der Gesellschaft vorschlagen, wobei die Hauptversammlung ihren Beschluss ohne Anwesenheitsquorum und mit mindestens einem Viertel der an der Hauptversammlung teilnehmenden Anteile fasst.

25.8 Die Einberufung zu einer Hauptversammlung die über die Zwangsliquidation entscheidet muss so erfolgen, dass die Hauptversammlung innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Unterschreitung der vorbeschriebenen Betragsgrenzen von zwei Dritteln bzw. einem Viertel des gesetzlichen Mindestkapitals stattfindet.

25.9 Artikel 25.4 gilt entsprechend.

26. Art. 26. Änderung Dieses Gesellschafts - Vertrages.

26.1 Die Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrages können mit Zustimmung des Komplementärs durch einen Beschluss der Hauptversammlung oder einen Beschluss im schriftlichen Verfahren abgeändert werden, welcher bei einer Mindestanwesenheit/-beteiligung von 50% der stimmberechtigten Anteile mit einer mehrheitlichen Zustimmung von 75% der stimmberechtigten Anteile getroffen werden kann.

26.2 Die Hauptversammlung kann den Komplementär nach dem Verfahren nach Ziffer 26.1 abberufen. Die Zustimmung des Komplementärs zu seiner Abberufung ist bei Betrug, grober Fahrlässigkeit oder der Eröffnung eines Insolvenzverfahrens nicht erforderlich.

27. Art. 27. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007 geregelt.

Übergangsbestimmungen

(1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 30. September 2014.

(2) Die erste jährliche Hauptversammlung findet im Jahr 2015 statt.

Zeichnung

Nachdem die Satzung der Gesellschaft somit erstellt wurde, zeichnen die erschienenen Parteien wie folgt:

WPI Fonds Partners S.à r.l., zuvor benannt: Komplementäranteil	Ein (1)
BayernInvest (Luxembourg) S.A., zuvor benannt: Kommanditanteile	Neun (9)
Gesamtanzahl der Komplementär- und Kommanditanteile:	Zehn (10)

Die Anteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass der eingezahlte Betrag jetzt der Gesellschaft frei zur Verfügung steht. Ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichnenden Notar vor.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen in beliebiger Form, die von der Gesellschaft bei ihrer Gründung zu tragen sind, werden auf rund zweitausend Euro geschätzt.

Beschlüsse

Die vorstehend genannten Parteien, die alle Stimmrechte der Gesellschaft vertreten, halten sofort eine Hauptversammlung ab.

Nach Verwerfung aller Einberufungsmodalitäten, haben die Parteien nachstehende Beschlüsse einstimmig gefasst:

- Der Zweck der Gesellschaft wurde bestimmt und in der Satzung festgelegt;
- Zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft wird KPMG Luxembourg S.à r.l. mit Geschäftssitz 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxemburg ernannt; und
- Sitz der Gesellschaft ist 3, rue Monnet, L-2180 Luxemburg.

Worüber, in Luxemburg Urkunde aufgenommen wird, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Erschienenen, hat derselbe die vorliegende Urkunde mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: David HEINEN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 06 décembre 2013. Relation GRE/2013/4975. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG.

Junglinster, den 12. Dezember 2013.

Référence de publication: 2013177407/507.

(130215290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Resort Investment S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 70.377.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 DEC. 2013.

Pour: RESORT INVESTMENT S.A., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Cindy Szabo

Référence de publication: 2013177219/16.

(130215277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Resort Investment S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 70.377.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 DEC. 2013.

Pour: RESORT INVESTMENT S.A., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Cindy Szabo

Référence de publication: 2013177218/16.

(130215276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Outlet Mall Sub Group Holding No. 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 114.753.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013180201/9.

(130219882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Novell S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 111.539.

Suite à la signature du contrat de cession de parts sociales de la société NOVELL S.à r.l., celles-ci sont détenues comme suit:

- 400 Parts sociales par Mr Eric Pirlot, né le 4 mai 1970, demeurant à B-6740 Fratin, 69 rue du Vivier

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013180191/13.

(130220008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Odyssey (Lux), Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 162.229.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'administration de la Société en date du 25 mars 2013

Par résolutions circulaires unanimes prises en date du 25 mars 2013, le Conseil d'administration de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg au:

- 13, Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg avec effet au 25 avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Odyssey (Lux)

Signature

Référence de publication: 2013180196/15.

(130218751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Outlet Mall Neumunster S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 140.551.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013180198/9.

(130219888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Outlet Mall Sub Group Holding No. 10 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 140.547.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013180200/9.

(130219883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Outlet Mall Sub Group Holding No. 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 116.478.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013180203/9.

(130219880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

MR Promotions Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 69.703.

Les Comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 23/12/2013.

Pour MR PROMOTIONS S.à r.l

J. REUTER

Référence de publication: 2013180164/12.

(130220304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Module S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 123.771.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2013180158/12.

(130219900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Oil Finance, SA SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 45.429.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013180217/10.

(130219291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Oceola, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 137.647.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013180213/11.

(130220335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Océanie Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 147.908.

Les comptes annuels au 30 Juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour OCEANIE INVESTMENTS S.A.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2013180212/11.

(130219047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

O.S.I. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 69.079.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013180195/10.

(130219197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

F.E.F.O. a.s.b.l., Fédération des Formateurs, Association sans but lucratif.

Siège social: L-2981 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi.

R.C.S. Luxembourg F 9.779.

— STATUTS

Titre I^{er} . Nom, Siège, Objet

Il a été constitué en date du 16 décembre 2013 une association sans but lucratif régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 modifiée par les lois du 22 février 1984 et du 4 mars 1994 sur les associations sans but lucratif, ainsi que par les présents statuts. Les membres présents et à venir s'engagent à observer les présents statuts ainsi que tous les règlements d'ordre intérieur qui seront établis ultérieurement.

Art. 1^{er} . L'association, créée pour une durée illimitée, prend la dénomination de «Fédération des Formateurs», en abrégé «F.E.F.O. a.s.b.l.».

Son siège social est établi au 7, rue Alcide de Gasperi, L-2981 Luxembourg. Il pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger par simple décision du Conseil d'Administration.

Art. 2. L'association est neutre, indépendante et laïque. L'objet primordial de la F.E.F.O. a.s.b.l. est de fédérer les formateurs (indépendants, internes,...), de valoriser et de promouvoir le métier de formateur, d'encadrer et d'assister ses membres dans l'exercice de leur profession et de défendre leurs intérêts.

À cet effet la F.E.F.O. a.s.b.l. pourra mettre en oeuvre tous moyens ou programmes, nouer tous accords, organiser toutes manifestations et prendre toutes les décisions qu'elle jugera utile ou nécessaire. Dans l'accomplissement de sa mission elle agira en étroite collaboration avec les acteurs et soumettra toute proposition utile contribuant à l'amélioration de la situation de ses membres ou à celle des métiers apparentés.

Titre II. Admission

Art. 3. Le nombre des membres est illimité, cependant il ne pourra pas être inférieur à trois.

Art. 4. Pour devenir membre de l'association, il faut:

- être formateur ou exercer l'activité de formateur sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ou de tout autre pays de l'Union Européenne

- présenter toute garantie de moralité et d'honorabilité

- adhérer aux statuts et aux règlements de l'association

- payer la cotisation annuelle fixée lors de l'Assemblée Générale

La demande d'adhésion est à adresser au Conseil d'Administration qui décidera à la majorité simple des voix de la nomination des nouveaux membres.

Art. 5. Le Conseil d'Administration peut nommer membre honoraire toute personne physique soutenant particulièrement la profession.

Art. 6. L'admission ou, le cas échéant, le refus d'admission des postulants est décidé souverainement par le Conseil d'Administration. Sa décision est sans appel et n'a pas besoin d'être motivée.

Titre III. Démission, Exclusion, Suspension

Art. 7. Tout membre est libre de se retirer de l'association en adressant sa démission au Conseil d'Administration.

Art. 8. L'exclusion d'un membre pourra être décidée lors de l'Assemblée Générale statuant à la majorité simple des voix suite:

- au non-paiement de la cotisation annuelle

- à tout acte préjudiciable à l'objet social de l'association ou à tout acte qui serait de nature à porter atteinte à la considération et à l'honneur de ses membres.

Art. 9. Le membre démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou ayants droits du membre décédé n'ont aucun droit sur l'avoir social. Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé, ni reddition de comptes, ni apposition de scellés, ni inventaire. Les cotisations versées restent acquises à la fédération.

Titre IV. Cotisations

Art. 10. Le montant de la cotisation annuelle des membres est proposé par le Comité Exécutif et validé par l'Assemblée Générale. Les cotisations sont payables dans le mois qui suit l'appel de cotisation pour l'année en cours. Les cotisations des membres adhérents ne peuvent dépasser le montant de EUR 2.500,00 par an.

Titre V. Assemblée générale

Art. 11. L'Assemblée Générale se compose de tous les membres ayant rempli leurs obligations vis-à-vis de l'association. Elle se réunit une fois par an en session ordinaire sur convocation écrite du Comité Exécutif au moins dix jours avant la date prévue.

L'Assemblée Générale est présidée par le président du Comité Exécutif, ou, en cas d'empêchement, par le vice-président ou, à défaut, par le secrétaire.

Art. 12. L'Assemblée Générale est le pouvoir souverain de la Fédération. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

Sont notamment réservées à sa compétence:

- les modifications aux statuts sociaux
- la nomination et la révocation des membres du comité
- l'approbation des budgets et des comptes
- la dissolution volontaire de la fédération
- les exclusions de membres

Art. 13. Il doit être tenu au moins une Assemblée Générale par année. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par décision du Comité Exécutif dès que les intérêts de la fédération l'exigent.

Art. 14. L'Assemblée Générale est convoquée par le Comité Exécutif par simple information écrite adressée à tous les membres effectifs au moins 2 semaines avant l'assemblée. L'ordre du jour est mentionné dans la convocation. L'Assemblée Générale délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix, sauf disposition contraire prévue par la loi ou les statuts. L'Assemblée Générale ne peut délibérer valablement que sur les points mentionnés à l'ordre du jour.

Toutefois, sur proposition d'un cinquième des membres effectifs, des propositions doivent être portées à l'ordre du jour et faire l'objet de délibérations. Si ce quorum n'est pas atteint, cette faculté est réservée au comité.

Art. 15. L'Assemblée Générale prend ses décisions à la majorité simple des membres présents ou représentés. Tout membre a une voix délibérative aux assemblées générales. Les procurations sont admises. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les décisions et résolutions de l'Assemblée Générale seront portées à la connaissance des membres et/ou des tiers par les voies et moyens à décider par le Conseil d'Administration.

Art. 16. Le vote se fait à main levée à moins que le scrutin secret soit proposé par le comité ou demandé par un cinquième au moins des membres présents.

Art. 17. L'Assemblée Générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de la Fédération ou la modification des statuts que conformément aux stipulations y relatives de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée par la suite.

Titre VI. Administration

Art. 18. L'Assemblée Générale élit les membres du Conseil d'Administration qui est composé d'au moins trois et d'au plus douze membres. Les administrateurs sortants sont rééligibles. Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire; ensemble ils forment le Comité Exécutif qui est composé d'au moins deux et d'au plus cinq membres.

Art. 19. Le Comité Exécutif a les pouvoirs les plus entendus en ce qui concerne l'administration et la gestion de la Fédération. Il représente l'association dans ses relations avec les tiers. Le Comité Exécutif est renouvelé tous les cinq ans. Les membres sortants sont rééligibles sans déclaration de candidature préalable. Le mandat du Comité Exécutif est limité à deux mandats consécutifs.

L'association est engagée par les signatures conjointes du président et d'un autre membre du Comité Exécutif.

Les candidatures pour le Comité Exécutif sont à adresser par écrit au secrétariat au moins cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée.

Art. 20. En cas de vacance au cours d'un mandat, un membre provisoire peut être nommé au Comité Exécutif par l'assemblée générale. Il achève dans ce cas le mandat de celui qu'il remplace. En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le vice-président ou, à défaut, par le secrétaire.

Art. 21. Le Comité Exécutif est habilité à établir un règlement d'ordre intérieur qui complétera, si nécessaire les présents statuts pour assurer le bon déroulement de l'activité de la Fédération.

Art. 22. Tout membre du Comité Exécutif qui aura été absent aux réunions du Comité sans motif valable à trois reprises au cours d'un exercice sera considéré comme démissionnaire de son poste au Comité.

Titre VII. Commissaire aux comptes

Art. 23. La vérification de l'état des recettes et des dépenses de l'association devra être faite par un Commissaire aux Comptes ne faisant pas partie du Conseil d'Administration. Le Commissaire aux Comptes est élu à cet effet par l'Assemblée Générale pour une durée de trois ans.

Titre VIII. Charte / Code de déontologie

Art. 24. Tous les membres de la F.E.F.O. a.s.b.l. sont tenus à respecter la charte élaborée par le Comité Exécutif. Toute négligence peut entraîner l'exclusion de la F.E.F.O. a.s.b.l..

Titre IX. Projets de formation

Art. 25. Tous les projets de formation éventuellement élaborés par l'association le seront en accord avec le règlement intérieur et en adéquation avec le code de déontologie de la F.E.F.O. a.s.b.l..

Titre X. Dispositions finales

Art. 26. En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté selon les décisions de l'assemblée générale à une association similaire ou à une oeuvre de bienfaisance.

Art. 27. Pour les cas non prévus par les présents statuts ainsi que pour leur modification, les associés se réfèrent à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

Assemblée constitutive du 16 décembre 2013

Les membres-fondateurs sont

Monsieur Roland KRAUS demeurant à L-1245 Senningerberg, 15 rue du Bois, Président du Comité Exécutif

Madame Caroline KOLLMESCH demeurant à L-8821 Koetschette, 2b route de Martelange, Vice-Présidente du Comité Exécutif

Monsieur David SAUVAGEOT demeurant à F-57100 Thionville, 6 rue Chateaubriand, Secrétaire, membre du Comité Exécutif

Monsieur Jacques GRIGIONI demeurant à L-1716 Luxembourg, 10 rue Joseph Hansen, Trésorier a.i., membre du Comité Exécutif

Signatures.

Référence de publication: 2013177458/129.

(130215437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

HI Holdings Rio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 154.349.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-ninth day of November.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of HI Holdings Rio S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 217,003, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Register of Trade and Companies) under number B 154.349 (the "Company").

There appeared:

HI Holdings Cyprus Limited, a company limited by shares, duly incorporated under the laws of Cyprus, having its registered office at 4, Riga Feraiou, OMEGA COURT, 1st Floor, 3095 Limassol, Cyprus, duly registered with the Registrar of Companies of Cyprus under number 158701 (the "Sole Shareholder");

here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of power of attorney.

The said power of attorney, initialed ne varietur, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The 217,003 shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder has been duly informed.

The Sole Shareholder requests the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by way of the issuance of one new share of the Company with a global share premium attached thereto;
2. Subscription and payment of the new share by way of a contribution in cash by HI Holdings Cyprus Limited;
3. Subsequent amendment to article 6 of the articles of association of the Company in order to reflect the updated share capital of the Company; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 1 (one US Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 217,003 (two hundred seventeen thousand and three US Dollars) to an amount of USD 217,004 (two hundred seventeen thousand and four US Dollars) by the issuance of 1 (one) new share with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) with a global share premium of an amount of USD 499,999 (four hundred and ninety-nine thousand nine hundred and ninety-nine US Dollars) attached thereto to be fully allocated to a freely distributable item of the balance sheet of the Company as share premium (the "New Share").

Second resolution

It is resolved to accept that the New Share be subscribed by the Sole Shareholder by way of a contribution in cash of an amount of USD 500,000 (five hundred thousand US Dollars) (the "Contribution").

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, through its proxy holder declared to fully subscribe to the New Share and to pay the share premium attached thereto of an amount USD 499,999 (four hundred and ninety-nine thousand nine hundred and ninety-nine US Dollars) to be allocated to a freely distributable item of the balance sheet as share premium; the whole being fully paid-up by way of the Contribution.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the Contribution's existence has been given to the undersigned notary by producing a blocked funds certificate.

Third resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions it is resolved to amend article 6 of the articles of association of the Company to read as follows:

" **Art. 6. Capital.** It The Company's share capital is set at USD 217,004 (two hundred seventeen thousand and four US Dollars) divided into 217,004 (two hundred seventeen thousand and four) shares with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each, fully paid-up.

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital."

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about EUR 1,800.-

The capital increase is valued at EUR 367,923.-.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons through their attorney, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-neuvième jour de novembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de HI Holdings Rio S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, au capital social de USD 217.003, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg, sous le numéro B 154.349. (la «Société»).

A comparu:

HI Holdings Cyprus Limited, une société dûment enregistrée et existant valablement selon les lois de Chypre, ayant son adresse principal au 4, Riga Feraiou, OMEGA COURT, 1st Floor, 3095 Limassol, Chypre, enregistrée auprès du conservateur du registre des sociétés de Chypre sous le numéro 158701 (l'«Associé Unique»);

ici représenté par Monsieur Max MAYER, employé, résidant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier.

Les 217.003 parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique a été dûment informé.

L'Associé Unique, prie le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société par l'émission d'une nouvelle part sociale de la Société avec une prime globale d'émission y attachée;
2. Souscription et paiement des nouvelles parts sociales au moyen d'un apport en espèces par HI Holdings Cyprus Limited;
3. Modification subséquente de l'article 6 des statuts de la Société en vue de refléter l'augmentation du capital social de la Société;
4. Divers.

Après que l'ordre du jour eut été approuvé par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 1 USD (un Dollar américain) pour le porter de son montant actuel de 217.3 USD (deux cent dix-sept mille trois Dollars américains) à un montant de 217.4 USD (deux cent dix-sept mille quatre Dollars américains) par l'émission de 1 (une) nouvelle part sociale ayant une valeur nominale de 1 USD (un Dollar américain) avec une prime globale d'émission d'un montant de 499.999 USD (quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf Dollars américains) y attachée à allouer entièrement à une réserve distribuable du bilan de la Société à titre de prime d'émission (la «Nouvelle Part Sociale»).

Deuxième résolution

Il est décidé d'accepter que la Nouvelle Part Sociale soit entièrement souscrite par l'Associé Unique par un apport en espèce d'un montant de 500.000 USD (cinq cent mille de Dollars américains) (l'«Apport»).

Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté par son mandataire déclare souscrire entièrement à la Nouvelle Part Sociale et payer la prime d'émission y attachée d'un montant de 499.999 USD (quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf Dollars américains) à allouer à une réserve distribuable du bilan à titre de prime d'émission, le tout intégralement libéré par l'Apport; l'intégralité étant entièrement payé au moyen de l'Apport.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de l'existence de l'Apport a été donnée au notaire instrumentant par la production d'un certificat de blocage des fonds.

Troisième résolution

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, il a été décidé de modifier l'article 6 des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 6. Capital.** Le capital social est fixé à USD 217.004 (deux cent dix-sept mille quatre Dollars américains), divisé en 217.004 (deux cent dix-sept mille quatre) parts sociales d'une valeur nominale de USD 1 (un Dollar américain) chacune et sont chacune entièrement libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.»

Plus aucun point n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombe à la Société en raison des présentes ou qui pourrait être dû au regard de cette augmentation de capital est évalué à environ 1.800,- EUR.

L'augmentation de capital a été évaluée à 367.923,- EUR

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française prévaudra.

Dont Acte, fait et passé à Junglinster, date qu'entête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire du comparant, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 3 décembre 2013. Relation GRE/2013/4915. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 17 décembre 2013.

Référence de publication: 2013175764/141.

(130214891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

EOC Lux Sub Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 182.551.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the second of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

EOC Lux Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, in course of registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register, duly represented by one of its managers, Mrs Cécile GADISSEUR.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has drawn up the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée which it declares organized as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in the future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of August 10th, 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment in such companies (including loans and claims), the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and loans to or claims against persons not belonging to the public in the sense of Article 28-4 of the Law April 5th, 1993 on the financial sector and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the Company consists in the entering into of any purchase, tender or offer documentation, whether binding or not, including any preliminary agreement or undertaking (such as, without limitation, any letter of intent, memorandum of understanding or unilateral or bilateral agreement to buy or sell), in relation to the acquisition of real estate properties either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad, provided however that such documentation shall permit the assignment by the Company of its rights thereunder to at least one of the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company is incorporated under the name of EOC Lux Sub Holdings S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by the general meeting of its shareholders or by means of a resolution of its sole shareholder, as the case may be. A transfer of the registered office within the same municipality may be decided by a resolution of the sole manager or, as the case may be, the board of managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twenty thousand US Dollars (USD 20,000), represented by twenty thousand (20,000) shares, having a par value of one US Dollar (USD 1) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be changed at any time by approval of a majority of shareholders representing three-quarters of the share capital at least or by the sole shareholder, as the case may be.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. They may only be transferred, inter vivos, to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three-quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three-quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company shall be managed by at least one (1) A manager and one (1) B manager, who do not need to be shareholders.

In dealings with third parties, the managers have the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose.

The managers are appointed by the shareholders or by the sole shareholder, as the case may be, who fix(es) the term of their office. The managers may be dismissed freely at any time by the shareholders or the sole shareholder, as the case may be, without there having to exist any legitimate reason ("cause légitime").

The board of managers shall deliberate or act validly only if at least a majority of the managers, among whom at least one (1) A manager, is present or represented and all decisions are validly taken at the majority of the managers present or represented, among whom at least one (1) A manager.

The Company will be bound in all circumstances by the sole signature of any manager.

Art. 13. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by any one manager at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers or, in the absence of a chairman, the board of managers may appoint another manager as chairman by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The manager(s) do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence (*faute grave*) or wilful misconduct (*faute intentionnelle*); in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 17. The manager or the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carry-forward profits and distributable reserves, but decreased by carry-forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Collective decisions of the shareholders - Decisions of the sole shareholder

Art. 18. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 19. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three-quarters of the share capital at least.

Art. 20. The sole shareholder, as the case may be, exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of August 10th, 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 21. The Company's financial year commences on the first of January of each year and ends on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the manager(s) prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholder(s). Interim dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by law.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder, as the case may be, which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them or to the sole shareholder, as the case may be.

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and payment

All of the twenty thousand (20,000) shares have been subscribed by EOC Lux Holdings S.a r.l. as aforementioned, for a total price of twenty thousand US Dollars (USD 20,000), entirely allocated to the share capital.

All the shares have been entirely paid-in by a contribution in cash, so that the amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on December 31st, 2014.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it as a result of its incorporation, are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

The amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) is equivalent to the amount of fourteen thousand seven hundred and two Euro (EUR 14,702.00).

Resolutions of the sole Shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entire subscribed capital and exercising the powers of the meeting, passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

2. The following persons are appointed managers of the Company for an indefinite period of time:

- Mr Mirko Fischer, Director, born on May 6th, 1975 in Gelsenkirchen, Germany, residing professionally at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg, A manager;

- Mrs Cécile Gadiisseur, private employee, born on June 27th, 1972 in Huy, Belgium, residing professionally at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg, A manager;

- Mr David Fry, Risk Manager, CarVal INVESTORS, LLC, born on July 31st, 1970 in Fareham, Hampshire, United Kingdom, residing professionally at 9320 Excelsior Boulevard, Hopkins, MN 55343, United States of America, B manager;

- Mr John Brice, President, CarVal Investors, LLC, born on May 1st, 1962 in London, United Kingdom, residing professionally at 9320 Excelsior Boulevard, Hopkins, MN 55343, United States of America, B manager;

- Mr Peter Vorbirch, Senior Partner, CarVal Investors, LLC, born on June 2nd, 1966 in Iowa, United States of America, residing professionally at 9320 Excelsior Boulevard, Hopkins, MN 55343, United States of America, B manager.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on the request of the same appearing person and, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le deux décembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

EOC Lux Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, dûment représentée par une de ses gérante Madame Cécile GADISSEUR.

Laquelle comparante, ayant la capacité comme dit ci-avant, a dressé les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituée comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telles que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements dans de telles sociétés (y compris des prêts et des créances), l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou de toute autre manière de tout type de valeurs mobilières et de prêts ou créances à l'encontre de personnes n'appartenant pas au public tel que visé par l'Article 28-4 de la Loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier et la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille.

La société a également pour objet la conclusion de tout document relatif à une acquisition, proposition ou offre, quelle soit ferme ou indicative, y compris toute promesse ou tout engagement préliminaire (tels que, sans que la liste soit limitative, toute lettre d'intention, tout protocole d'accord ou contrat unilatéral ou synallagmatique d'achat ou de vente) relatif à l'acquisition de biens immobiliers situés dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, à condition cependant que cette documentation permette la cession par la Société de ses droits à au moins une des sociétés dans laquelle elle détient une participation directe ou indirecte ou qui fait partie du même groupe que la Société.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de EOC Lux Sub Holdings S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre municipalité du Grand-Duché en vertu d'une décision de son associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés. Un transfert du siège social à l'intérieur de la même municipalité pourra être décidé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de vingt mille dollars US (USD 20.000), représentés par vingt mille (20.000) parts sociales, d'une valeur de un dollar US (USD 1) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social ou par l'associé unique, le cas échéant.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par au moins un (1) gérant A et au moins un (1) gérant B, qui ne doivent pas nécessairement être associés.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Les gérants sont nommés par les associés ou, le cas échéant, par l'associé unique, fixant la durée du mandat des gérants. Les gérants sont librement et à tout moment révocables par les associés ou, le cas échéant, par l'associé unique sans qu'il soit nécessaire qu'une cause légitime existe.

Le conseil de gérance délibère ou agit valablement seulement si au moins la majorité des gérants, parmi lesquels au moins un (1) gérant A, est présente ou représentée et que toutes les décisions sont valablement prises à la majorité des gérants présents ou représentés, parmi lesquels au moins un (1) gérant A.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la seule signature de tout gérant.

Art. 13. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance, en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérant(s) ne contracte(nt), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société indemnisera tout gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tous procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant ou fondé de pouvoir de la Société, ou pour avoir été, à la demande de la Société, gérant ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour faute grave ou faute intentionnelle; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que le gérant ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef du gérant ou fondé de pouvoir.

Art. 17. Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions collectives des associés - Décisions de l'associé unique

Art. 18. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 19. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 20. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 21. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 22. Chaque année au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 23. Sur le bénéfice net, il est prélevé 5% (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne 10% (dix pour cent) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale. Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf disposition contraire, le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société ou distribué à l'associé unique.

Art. 25. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et libération

L'ensemble des vingt mille (20.000) parts sociales a été souscrit par EOC Lux Holdings S.à r.l., susmentionné, pour un montant de vingt mille dollars US (USD 20.000), entièrement affecté au capital social.

L'ensemble des parts sociales souscrites a été intégralement libéré par des versements en espèces, de sorte que la somme de vingt mille dollars US (USD 20.000) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date des présentes et prendra fin le 31 décembre 2014.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400).

La somme de vingt mille dollars US (USD 20.000) correspond à la somme de quatorze mille sept cent deux Euros (EUR 14.702).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant l'intégralité du capital social et exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une période indéterminée:

- Monsieur Mirko Fischer, Directeur, né le 6 mai 1975 à Gelsenkirchen, Allemagne, résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg, gérant A;

- Madame Cécile Gadisseur, employée privée, née le 27 juin 1972 à Huy, Belgique, résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg, gérant A;

- Monsieur David Fry, Risk Manager, CarVal INVESTORS, LLC, né le 31 juillet 1970 à Fareham, Hampshire, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 9320 Excelsior Boulevard, Hopkins, MN 55343, Etats-Unis d'Amérique, gérant B;

- Monsieur John Brice, Président, CarVal Investors, LLC, né le 1^{er} mai 1962 à Londres, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 9320 Excelsior Boulevard, Hopkins, MN 55343, Etats-Unis d'Amérique, gérant B;

- Monsieur Peter Vorbirch, Senior Partner, CarVal Investors, LLC, né le 2 juin 1966 à Iowa, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement au, 9320 Excelsior Boulevard, Hopkins, MN 55343, Etats-Unis d'Amérique, gérant B.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par le présent acte qu'à la requête de la comparante, les présents statuts sont rédigés en anglais, suivis d'une version française et qu'à la requête de cette même personne la version anglaise fera foi, en cas de divergences entre le texte anglais et français.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ladite comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Gadisseur et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 9 décembre 2013. LAC/2013/56048. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2013.

Référence de publication: 2013175630/359.

(130214158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Industrial Marking Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 182.049.

—
STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the twenty-second day of November.

Before us Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared the following:

1. Mrs. Ewa Maria KLEDYNSKA, psychologist, born in Warsaw (Poland) on the 13th April 1985, and residing at Klimczaka F. 8 m.80, 02-797 Warsaw (Poland),

2. Mr. Pawel Zbigniew KLEDYNSKI, director of companies, born in Warsaw (Poland) on the 5th December 1984 and residing at Niecala 6 m.94, 00-098 Warsaw (Poland),

both represented by Mr. Philippe AFLALO, companies director, residing professionally in L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, on behalf of two (2) proxies dated November 19th, 2013,

Such appearing parties, represented as stated hereabove, have requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a société anonyme which they form between themselves:

Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is established hereby a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular, the amended law dated 10 August 1915 on commercial companies and notably by the law dated 25 August 2006 and by the present articles.

The Company exists under the name of "INDUSTRIAL MARKING SOLUTIONS S.A."

Art. 2. The registered office of the corporation is established in Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the municipality of Luxembourg by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of such extraordinary events.

Such provisional transfer shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The corporation is established for an unlimited period.

Art. 4. The corporation may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities and patents, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities and patents, grant to companies in which the corporation has a participating interest, any support, loans, advances or guarantees.

The corporation may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Title II. - Capital, Shares

Art. 5. The subscribed capital of the corporation is fixed at FORTY FIVE THOUSAND EUROS (EUR 45,000.-) represented by ONE THOUSAND (1,000.-) shares with a par value of FORTY FIVE EUROS (45.-) each.

The subscribed capital of the corporation may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders, voting with the same quorum as for an amendment of the articles of incorporation.

Shares may be evidenced at the owners option, in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Shares may be issued in registered or bearer form, at the shareholder's option.

Towards the corporation, the corporation's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

Title III. - Management

Art. 6. In case of plurality of shareholders the corporation must be managed by a board of directors composed of at least three members, being director 'A' or 'B' either shareholders or not.

In the case where the corporation is incorporated by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the corporation has only one shareholder left, the composition of the Board of Directors may be limited to one member (the "Sole Director") until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder.

The number of directors and their term of office shall be fixed by a general meeting of shareholders.

The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

In the event of a vacancy on the board of directors, the remaining directors have the right to fill in the vacancy, which decision has to be ratified by the next general meeting.

Art. 7. The board of directors shall elect from among its members a chairman.

A meeting of the board of directors shall be convened at any time upon call by the chairman or at the request of not less than two directors.

The board of directors may validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telegram, telex or telefax being permitted. In case of emergency, directors may vote by letter, telegram, telex or telefax. Resolutions shall require a majority vote.

In case of a tie, the chairman has a casting vote.

Art. 8. The board of directors shall have the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object stated in Article 4 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to a general meeting of shareholders, shall fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may pay interim dividends in compliance with the legal requirements.

Art. 9. Towards third parties, in all circumstances, the corporation shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of directors, by the joint signature of one director 'A' and one director 'B' or by the sole signature of the managing director, provided that special arrangements have been reached concerning the authorized signature in the case of a delegation of powers or proxies given by the board of directors pursuant to Article 10 hereof.

Art. 10. The board of directors may delegate its powers for the conduct of the daily management of the corporation, to one or more directors, who will be called managing directors.

The board of directors or the Sole Director may also commit the management of all or part of the affairs of the corporation, to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxyholders. Such proxyholder or manager shall not be required to be a director or a shareholder.

Delegation to a member of the board of directors is subject to a prior authorization of the general meeting.

Art. 11. Any litigation involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by the board of directors, represented by its chairman or by a director delegated for such purpose.

Art. 12. The company may have a sole shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole shareholder does not result in the dissolution of the company.

If there is only one shareholder, the sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of Shareholders and takes the decisions in writing.

In case of plurality of shareholders, the general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Any general meeting shall be convened in compliance with the Law.

General meetings shall be convened upon request of the shareholders representing ten per cent (10 %) of the corporate capital.

In case that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

The shareholders are entitled to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuous way.

Unless otherwise provided by Law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of Shareholders present or represented shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented.

When the company has a sole shareholder, his decisions are written resolutions.

An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-third majority of the Shareholders present or represented.

However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Title IV. - Supervision

Art. 13. The corporation shall be supervised by one or more statutory auditors, appointed by a general meeting of shareholders which shall fix their number, remuneration, and their term of office, such office not to exceed six years.

They may be reelected and removed at any time.

Title V. - General meeting

Art. 14. The annual general meeting of shareholders will be held in the commune of the registered office at the place specified in the convening notices on the second Wednesday of the month of June at 10.00 a.m. If such day is a legal holiday, the annual general meeting will be held on the next following business day.

If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have had knowledge of the agenda, the general meeting may take place without previous convening notices. Each share gives the right to one vote.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 15. The accounting year of the corporation shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year.

Art. 16. After deduction of any and all expenses and amortizations of the corporation, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of such net profit, five percent (5%) shall be compulsorily appropriated for the legal reserve; such appropriation shall cease when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the corporation, but shall be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time and for whatever reason, the legal reserve has fallen below the required ten percent of the capital of the corporation (10%).

The balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

Title VIII. - General provisions

Art. 18. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th 1915 on commercial companies and the amendments thereto.

Transitory provisions

The first financial year shall begin today and it shall end on 31 December, 2014.

The first annual general meeting of shareholders will be held in 2015.

Subscription and Payment

The articles of association having thus been established, the appearing parties declare to subscribe the ONE THOUSAND (1.000) shares as follows:

- Mrs. Ewa Maria KLEDYNSKA, prenamed, FIVE HUNDRED (500.-) shares,

- Mr. Pawel Zbigniew KLEDYNSKI, prenamed, FIVE HUNDRED (500.-) shares.

Total: ONE THOUSAND (1,000) shares.

All the shares have been paid up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of FORTY FIVE THOUSAND EUROS (EUR 45,000.-) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately ONE THOUSAND EURO (1.000.- EUR).

Extraordinary general meeting

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1.- The number of directors is fixed at three (3) and the number of auditors at one (1).

2.- The following have been elected as director 'A' and directors 'B', their term of office expiring at the General Meeting of the year 2019:

a) Mr. Pawel Zbigniew KLEDYNSKI, director of companies, born in Warsaw (Poland) on December 5, 1984, residing at Niecala 6 m.94, 00-098 Warsaw (Poland), director 'A'

b) Mrs Marie-Laure AFLALO, company's director, born in Fès (Morocco), on October 22, 1966, with professional address in L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, director 'B'

c) Mr Philippe AFLALO, company's director, born in Fès (Morocco), on December 18, 1970, with professional address in L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, director 'B'

3.- The following has been appointed as statutory auditor, its term of office expiring at the General Meeting of the year 2019:

GESTMAN S.A., having its registered office in L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, R.C.S. Luxembourg B 37.378

4.- The registered office of the company is established in L-1118 Luxembourg, 23, Rue Aldringen.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, he signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil treize, le vingt-deux novembre.

Pardevant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. Madame Ewa Maria KLEDYNSKA, psychologue, née à Varsovie (Pologne) le 13 avril 1985 et demeurant à Klimczaka F.8 m.80, 02-797 Varsovie (Pologne),

2. Monsieur Pawel Zbigniew KLEDYNSKI, administrateur de sociétés, né à Varsovie (Pologne) le 5 décembre 1984 et demeurant à Niecala 6 m.94, 00-098 Varsovie (Pologne),

tous deux représentés par Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, en vertu de deux (2) procurations délivrées le 19 novembre 2013,

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 et par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de "INDUSTRIAL MARKING SOLUTIONS S.A.".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers que la société considérera utile pour l'accomplissement de son objet.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à QUARANTE-CINQ MILLE EUROS (45.000 EUR) représenté par MILLE (1.000) actions d'une valeur nominale de QUARANTE-CINQ EUROS (45.- EUR) chacune.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

Envers la Société, les actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil composé de trois membres au moins, étant administrateur 'A' ou 'B', associés ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (L'Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire.

Le nombre des administrateurs et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants ont le droit provisoirement d'y pourvoir, et, la décision prise sera ratifiée à la prochaine assemblée.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, une procuration entre administrateurs étant permise, laquelle procuration peut être donnée par lettre, télégramme, telex ou fax.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent voter par lettre, télégramme, telex ou fax.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, le président a une voix prépondérante.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social conformément à l'article 4 ci-dessus.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par les signatures conjointes d'un administrateur 'A' et d'un administrateur 'B', ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Le conseil d'administration ou l'Administrateur unique peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs. Le fondé de pouvoir ou le directeur ne doit pas être nécessairement un administrateur ou un actionnaire.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Art. 12. La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire, actionnaire ou non, et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présents, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires présents ou représentés sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre IV. Surveillance

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Ils peuvent être réélus ou révoqués à tout moment.

Titre V. Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le deuxième mercredi du mois de juin à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent qu'ils ont eu connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation préalable.

Chaque action donne droit à une voix.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2015.

Souscription – Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire les MILLE (1.000) actions comme suit:

- 1) Madame Ewa Maria KLEDYNSKA, psychologue, prénommée, CINQ CENTS (500.-) actions.
- 2) Monsieur Pawel Zbigniew KLEDYNSKI, administrateur de sociétés, prénommé, CINQ CENTS (500.-) actions.

Total: mille (1.000) actions.

Toutes les actions ont été intégralement libérées en numéraire, de sorte que la somme de QUARANTE-CINQ MILLE EUROS (45.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ MILLE EUROS (1.000 EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateur 'A' et d'administrateurs 'B' leur mandat expirant lors de l'assemblée générale de l'année 2019:

a) Monsieur Pawel Zbigniew KLEDYNSKI, administrateur de sociétés, né à Varsovie (Pologne) le 5 décembre 1984, demeurant à Niecala 6 m.94, 00-98 Varsovie (Pologne), administrateur 'A'

b) Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, né à Fès (Maroc), le 18 décembre 1970, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, administrateur 'B'

c) Madame Marie-Laure AFLALO, administrateur de sociétés, née à Fès (Maroc) le 22 octobre 1966, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, rue Aldringen 23, administrateur 'B'

3.- Est appelée aux fonctions de commissaire son mandat expirant lors de l'assemblée générale de l'année 2019: GESTMAN S.A., ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, Rue Aldringen, R.C.S. Luxembourg B 37.378.

4. Le siège social de la société est fixé à L-1118 Luxembourg, 23, Rue Aldringen.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. AFLALO, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 novembre 2013. Relation: LAC/2013/53267.

Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 décembre 2013.

Référence de publication: 2013168295/386.

(130205035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 décembre 2013.

AINA Investment Fund GP, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 179.182.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Référence de publication: 2013176456/11.

(130216341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2013.

TMSI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 161.647.

DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the third day of the month of December;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

IMPEL S.A., a public company limited by shares having its registered office at 118, ul. Slezna, PL-53-111 Wroclaw, Poland, registered with the District Court for Wroclaw, the 6th Commercial Division of the National Court Register under number 0000004185 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, with professional address at 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal on 2nd December 2013.

Said proxy signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented by its proxy holder, has requested the notary to state as follows:

I. The appearing party is currently the sole shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg under the name of TMSI S.à r.l., with registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce

et des Société de Luxembourg) under number B 161.647, incorporated by a deed of Me Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on 31 May 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2060, page 98850, on 5 September 2011 (the "Company").

The Company's articles of association (the "Articles"), have not been amended until the present day.

II. The share capital of the Company currently amounts to twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares of one Euro (EUR 1) each, all fully subscribed and entirely paid up.

III. The appearing party takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder expressly declares to proceed with the early dissolution of the Company with immediate effect and to put the Company into liquidation.

Second resolution

The Sole Shareholder wholly and fully discharges the managers of the dissolved Company, namely LUX BUSINESS Management S.à r.l., Mr. Onno BOUWMEISTER, Mr. Wojciech REMBIKOWSKI and Mr. Tomasz DOBROWOLSKI for the performance of their duties during their respective mandates, without any reserve or restriction.

Third resolution

The accounting situation of the Company as of 30 November 2013 is presented to the Sole Shareholder. The accounting situation of the Company is approved by the Sole Shareholder.

Fourth resolution

The Sole Shareholder declares that it takes over and assumes all assets, liabilities and commitments of the dissolved Company, known or unknown at the day of this notarial deed.

The Sole Shareholder approves that it is thus vested with all the assets of the Company, if any, and undertakes to settle all and any liabilities of the Company to be wound up, known or unknown at the day of this notarial deed.

Fifth resolution

The Sole Shareholder declares that the activity of the Company has ceased and that the liquidation of the Company is considered to be done and closed without prejudice as the Sole Shareholder assumes all its liabilities.

Sixth resolution

The Sole Shareholder declares to proceed with the cancellation of the share's register as well as of any other register as the case may be as a result of the dissolution of the Company.

Seventh resolution

The Sole Shareholder declares that the accounting books and documents of the dissolved Company will be kept during a period of five years at TMSI Partners S. à r.l., with its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the present deed are estimated without prejudice at approximately nine hundred and thirty Euro (EUR 930.-).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize le troisième jour du mois de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

IMPEL S.A., une société anonyme ayant son siège social au 118, ul. Slezna, PL-53-111 Wroclaw, Pologne, enregistrée au District Court for Wroclaw, the 6th Commercial Division of the National Court Register sous le numéro 0000004185 (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le deuxième décembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle partie comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La partie comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée existant sous les lois du Grand-duché de Luxembourg sous la dénomination de TMSI S.à r.l., avec siège social au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg), ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR), inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.647, constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence au Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg), en date du 31 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 2060, page 98850, en date du 5 septembre 2011 (la «Société»).

Les statuts de la Société (les «Statuts») n'ont pas été modifié jusqu'à ce jour.

II. Le capital social de la Société est de douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune, toute entièrement souscrites et libérées.

III. La partie comparante prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique déclare expressément procéder à la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et à la mise en liquidation de la Société.

Deuxième résolution

L'Associé Unique donne décharge pleine et entière aux gérants de la Société dissoute, à savoir LUX BUSINESS Management S.à r.l., Monsieur Onno BOUWMEISTER, Monsieur Wojciech REMBIKOWSKI et Monsieur Tomasz DOBROWOLSKI pour l'exécution de leurs obligations durant leurs mandats respectifs, sans réserve ni restriction.

Troisième résolution

La situation comptable de la Société en date du 30 novembre 2013 est présentée à l'Associé Unique. La situation comptable de la Société est approuvée par l'Associé Unique.

Quatrième résolution

L'Associé Unique déclare qu'il prend en charge et assume l'actif, le passif et les engagements de la Société dissoute, connus et inconnus à la date du présent acte notarié.

L'Associé Unique accepte de recevoir tout l'actif de la Société, le cas échéant, et s'engage à régler toute dette de la Société devant être liquidée, connue et inconnue à la date du présent acte notarié.

Cinquième résolution

L'Associé Unique déclare que l'activité de la Société a cessé et que la liquidation de la Société est considérée comme faite et clôturée, sans préjudice puisque l'Associé Unique assume toutes ses responsabilités.

Sixième résolution

L'Associé Unique déclare procéder à l'annulation du registre des associés ainsi que de tout autre registre, le cas échéant, en conséquence de la dissolution de la Société.

Septième résolution

L'Associé Unique déclare que les documents et pièces relatifs à la Société dissoute seront conservés pour une période de cinq ans au TMSI Partners S.à r.l. ayant son adresse à 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme d'environ neuf cent trente euros (930,- EUR).

Constatation

Le notaire instrumentaire qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg), le jour, mois et an qu'en tête des présentes.
Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2013 LAC/2013/55271. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 13 décembre 2013.

Référence de publication: 2013176287/133.

(130215265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2013.

Uniborc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 165.081.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013180507/9.

(130220294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Vera F. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 7-9, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 72.357.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 20/12/2013.

Référence de publication: 2013180526/10.

(130219809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Verdere Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 153.203.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013180527/10.

(130219823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Vulgaris S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 122.816.

Extrait des contrats de cession de parts signés le 11 decembre 2013

En vertu des contrats de cession de parts signés en date du 11 Décembre 2013, les parts de la Société ont été transférées comme suit:

- Lomsenor Limited, ayant son siège social au 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, a transféré 48 parts sociales ordinaires, 6,958 PSPOR de Classe 1 et 1,036 PSPOR de Classe 3, d'une valeur nominale de 50.- Euro, détenues dans la Société à

M. Przemyslaw KRYCH, ayant sa résidence au 7G/17 Ul. Sarmacka, 02-972 Varsovie, Pologne;

- M. Marcin HALICKI, ayant sa résidence au 31, Ul. Bazantami 11m., 02-793 Varsovie a transféré 96 parts sociales ordinaires, 6,963 PSPOR de Classe 1 et 1,036 PSPOR de Classe 3, d'une valeur nominale de 50.- Euro, détenues dans la Société à

M. Przemyslaw KRYCH, ayant sa résidence au 7G/17 Ul. Sarmacka, 02-972 Varsovie, Pologne; et

- M. Tomasz KLUKOWSKI, ayant sa résidence au 9m 61, Ul. Fabryczna, 00-446 Varsovie a transféré 144 parts sociales ordinaires, 6,963 PSPOR de Classe 1 et 1,036 PSPOR de Classe 3, d'une valeur nominale de 50.- Euro, détenues dans la Société à

M. Przemyslaw KRYCH, ayant sa résidence au 7G/17 Ul. Sarmacka, 02-972 Varsovie, Pologne.

Les associés de la Société sont à présent:

M. Przemyslaw Krych avec 432 parts sociales ordinaires, 27,842 PSPOR de Classe 1 et 4,144 PSPOR de Classe 3, d'une valeur nominale de 50.- Euro et

M. Helmut Fischer avec 24 parts sociales ordinaires, 6,958 PSPOR de Classe 1 et 1,036 PSPOR de Classe 3, d'une valeur nominale de 50.- Euro.

Luxembourg, le 19 Décembre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2013180541/31.

(130219577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Wandhaff S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 13, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 64.685.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013180552/11.

(130219791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Welinkyou S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 15, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 164.534.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Welinkyou S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2013180556/12.

(130218898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

C.H.I.P. S.A., ClearingHouse for Intellectual Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Jean Fischbach.

R.C.S. Luxembourg B 170.388.

L'an deux mille treize, le six novembre.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de «ClearingHouse for Intellectual Property S.A.», en abrégé «C.H.I.P. S.A.», avec siège social à L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 170.388, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 29 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 2104 du 24 août 2012, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 30 janvier 2013, publié au dit Memorial C, numéro 1150 du 15 mai 2013,

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Jan JANSEN, physicien, demeurant à B-3000 Leuven (Belgique), De vier vaantjes, 37,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Hans SEEUWS, manager en communication, demeurant à B-2530 Boechout, Vremdesesteeweg, 44,

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Geert DEBYSER, informaticien, demeurant à B-3001 Leuven (Belgique), Rotspoelstraat 371,

Le Président expose d'abord que

I.- La présente Assemblée générale a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social et modification subséquente du premier alinéa de l'article 3 des statuts de la Société;
2. Fixation de l'adresse de la Société;

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence ci-annexée.

Resteront pareillement annexées au présent acte d'éventuelles procurations d'actionnaires représentés.

III.- L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente Assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- L'Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut partant délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Puis, l'Assemblée, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix et par votes séparés, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de Luxembourg à Leudelange et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 3 des statuts comme suit:

" **Art. 3. Premier alinéa.** Le siège de la société est établi dans la commune de Leudelange."

Deuxième résolution

L'Assemblée fixe l'adresse de la société à L-3372 Leudelange, 2, rue Jean Fischbach.

Enfin, plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: JANSEN, SEEUWS, DEBYSER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 8 novembre 2013. Relation: LAC / 2013 / 50784. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2013.

Référence de publication: 2013172055/50.

(130210021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Tuscany Rig Leasing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 154.366.

—
EXTRAIT

1. Il a été décidé lors de l'Assemblée Générale, tenue le 19 décembre 2013, de reconduire le mandat des administrateurs jusqu'à l'Assemblée qui approuvera les comptes arrêtés au 31 décembre 2014:

- Christophe Fender, Administrateur de catégorie B;
- Luc Sunnen, Administrateur de catégorie B;
- Matt Moorman, Administrateur de catégorie A;
- Bruce Moyes, Administrateur de catégorie A.

2. Il a été également décidé de renouveler, pour la même période, le mandat du réviseur d'entreprises agréé, Price-waterhouseCoopers, B 65477.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Référence de publication: 2013179287/19.

(130218388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.